

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

L'agenda caché en vue de la nouvelle provocation dans le détroit de Kertch

par Peter Korzun

Le 25 novembre, trois navires militaires ukrainiens ont traversé de manière non autorisée les eaux territoriales russes. La gendarmerie maritime russe a pris des mesures pour les forcer à se conformer au règlement. Ce qu'ils ont refusé de faire. Il ne fait aucun doute que Kiev a délibérément envoyé ces navires pour provoquer la Russie. Tous les vaisseaux passant par cette voie navigable doivent contacter les autorités du port marin de Kertch, signaler leurs routes et destinations et recevoir la permission de naviguer. C'est une démarche très simple, mais le groupe de vaisseaux ukrainiens n'a pas informé la Russie de ses plans. Ils ont fait la sourde oreille aux injonctions d'arrêter leurs manœuvres dangereuses. Les vaisseaux ukrainiens ont ignoré avec insolence les demandes de quitter les eaux territoriales russes.

Kiev s'est empressée d'accuser Moscou «d'agression militaire». L'incident a immédiatement fait les grands titres, et les dirigeants occidentaux ont pris la parole pour défendre l'Ukraine sans même offrir de détails sur ce qu'il s'est passé exactement ou ce qui a déclenché ce dangereux concours de circonstances. Le secrétaire général de l'OTAN *Jens Stoltenberg* n'a pas perdu une minute pour exprimer le «plein appui du bloc pour l'intégrité et la souveraineté territoriale de l'Ukraine, incluant la totalité de ses droits de navigation dans ses eaux territoriales, conformément à la loi». Le Canada, la Pologne, le Danemark ainsi que d'autres pays ont rapidement joint leur voix au chœur antirusse. Cela allait dans le sens de leur intérêt propre d'écarter autant les détails que toute tentative d'obtenir un aperçu des causes réelles de cet incident en particulier ou de la situation dans la mer d'Azov en général.

Le 26 novembre, le président ukrainien *Petro Porochenko* a signé une motion imposant la loi martiale. Une fois approuvée par le Parlement, cette dernière sera en vigueur pendant au moins un mois. Après cette période, elle pourra être prolongée. En 2014, lorsque la Crimée a demandé via un referendum d'être intégrée à la Russie, le président ukrai-



nien n'avait pas soulevé la question d'imposer la loi martiale. Il ne l'a pas fait non plus, en 2015, pendant la bataille de Debalsevo Bulge [à Donetsk] au cœur de la lutte dans la partie orientale du pays. Le conflit actuel des républiques auto-proclamées ne l'a jamais poussé à envisager l'état d'urgence. Cependant, il a estimé que l'incident en mer était assez grave pour justifier l'imposition de la loi martiale, cela peu de temps avant les élections présidentielles – dont les sondages indiquent son peu de chances à gagner.

Ce geste limite les libertés civiles et donne un plus grand pouvoir aux institutions étatiques durant les élections prévues pour le 31 mars 2019, si elles ne sont pas reportées. En temps de loi martiale, les élections présidentielles, parlementaires et locales ainsi que les grèves, les manifestations, les rallies et les démonstrations de masse sont interdits. L'incident en mer pourrait ne pas être l'unique provocation prévue. La situation à la frontière des républiques autoproclamées s'est mise à se détériorer au moment même où les rapports sur l'incident en mer ont commencé à affluer. Le soir du 26 novembre, de lourds bombardements de zones résidentielles dans l'est de l'Ukraine par les forces ukrainiennes ont été reportés.

Autre motif: la provocation a été mise en scène pour accélérer la procédure d'ad-

hésion à l'OTAN. L'accord entre la Russie et l'Ukraine de 2003, selon lequel la mer d'Azov est considérée comme des eaux domestiques appartenant aux deux pays, pourrait être annulé. L'été passé, un projet de loi pouvant révoquer ce traité a été présenté au Parlement ukrainien (Rada). L'accord interdit à tout bâtiment de guerre d'entrer dans cette mer sans le consentement des deux nations. Si cet accord est démantelé, la Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982 prendra effet. Les eaux territoriales de la Russie et de l'Ukraine s'étendraient à 12 miles nautiques de leurs côtes respectives. L'intérieur de cette mer deviendrait des eaux internationales, ce qui permettrait aux vaisseaux de l'OTAN d'entrer dans la mer d'Azov sans restriction.

Kiev espère également une augmentation de l'aide militaire venant des pays de l'OTAN, ce qui lui permettrait de développer une flotte puissante et des défenses côtières. Elle voudrait qu'une mission d'observation internationale soit stationnée dans la mer d'Azov, probablement sous l'auspice de l'OSCE et avec la participation de forces navales au demeurant défavorables à la Russie. Une autre chose que le président ukrainien voudrait voir arriver, c'est l'annulation par le président des Etats-Unis, *Trump*, de sa rencontre avec le président russe *Poutine* lors

du sommet du G20 en Argentine [ce qui a été fait].

Quel a été l'élément déclencheur des actions de Kiev? C'est le soutien de l'Occident. Le 25 octobre, le Parlement européen a adopté une résolution concernant la mer d'Azov pour exprimer son soutien à l'Ukraine. Le 19 novembre, le Haut représentant pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité de l'UE, *Federica Mogherini*, a déclaré que les ministres des Affaires étrangères de l'UE avaient discuté de prendre des «mesures ciblées» pertinentes contre la Russie à cause de la situation dans la mer d'Azov. Les Etats-Unis continuent d'étendre leur assistance militaire à l'Ukraine. Ils ont déjà une installation militaire à Otchakiv. Une fois que les frégates de la classe *Oliver Hazard Perry* arriveront en Ukraine, des instructeurs navals américains suivront. La présence américaine et les infrastructures militaires s'étendront graduellement. La Grande-Bretagne agit de même.

Le soutien de l'Occident encourage l'Ukraine à envenimer les tensions. La Cour constitutionnelle d'Ukraine vient d'approuver un amendement proclamant l'adhésion à l'OTAN et à l'UE comme objectif officiel de la politique étrangère. Si le Parlement approuve cet amendement, les Accords de Minsk deviendraient alors nuls et non avenue, parce que la Russie a initialement accepté de s'y conformer à condition que l'Ukraine demeure un Etat neutre.

Personne n'a besoin d'un tel accroissement des tensions dans une région avec une forte navigation. Toutes les nations maritimes veulent disposer de voies de navigation libres et protégées par la loi. Plus le soutien politique et militaire apporté à Kiev augmente, plus les chances qu'une étincelle mette le feu à la région de la mer d'Azov sont grandes. La responsabilité repose sur ceux qui incitent Kiev à attiser les tensions en vue de poursuivre leurs objectifs politiques.

Source: <https://www.strategic-culture.org/news/2018/11/27/ukraine-stages-new-provocation-in-kertch-strait-pursuing-hidden-agenda.html> du 27/11/18
(Traduction *Horizons et débats*)

Nouvelle escalade dans la confrontation

Les propositions de négociations germano-françaises ne sont pas crédibles

par Karl Müller

Le 25 novembre, les garde-côtes russes ont arraisonné trois bâtiments de la marine ukrainienne et les retiennent dans un port de la péninsule de la Crimée. Des soldats de la marine ukrainienne ont été blessés, et les équipages des navires doivent être traduits en justice en Russie pour avoir violé la frontière russe.

Le lendemain déjà, ce n'était pas seulement le gouvernement ukrainien, mais les gouvernements de plusieurs Etats de l'UE, l'UE elle-même, l'OTAN et le gouvernement des Etats-Unis qui accusaient la Russie. La Russie est accusée d'actes de violence illégaux et de vouloir étendre son pouvoir à l'ensemble de la mer d'Azov. Il y a des menaces de nouvelles sanctions et des mesures de boycott. Le gouvernement ukrainien a renouvelé sa demande d'aide militaire de l'OTAN et notamment aussi de l'Allemagne.

Le fait que la description russe – selon laquelle les navires ukrainiens ont violé la frontière russe avec une intention provoca-

«La protection de la frontière russe est, après tout, la mission des garde-côtes»

km. A l'occasion du conflit actuel entre la Russie et l'Ukraine, le magazine allemand *Cicero* a demandé le 29 novembre à *Frank Elbe*, ancien ambassadeur allemand en Pologne et en Inde ainsi qu'ancien chef de l'état-major de la planification au ministère des Affaires étrangères sous *Hans Dietrich Genscher*, d'exprimer son point de vue.

Cicero a demandé: «La réaction russe n'est-elle pas excessivement agressive? Ce n'est pas en heurtant un navire et en tirant sur des personnes que l'on peut contribuer à une désescalade de la situation.»

Et *Frank Elbe* de répondre: «La protection de la frontière russe est, après tout, la mission des garde-côtes. Les Russes avaient en

outre clairement annoncé de quelle manière ils allaient réagir. Si les navires ukrainiens ne se tiennent pas aux règles [avec l'approbation du président], ils sont alors responsables d'avoir provoqué la situation actuelle.»

Dans la même interview, *Frank Elbe* a aussi expliqué: «Vous devez également prendre en compte la situation dans laquelle se trouve la Russie: les efforts américains de faire entrer l'Ukraine et la Géorgie dans l'OTAN, la construction d'un système de défense antimissile, le rapprochement de l'OTAN de la frontière russe.

C'est logique que cela déclenche des angoisses en Russie. *Poutine* ne peut pas laisser libre cours à de tels événements.»

trice et s'opposèrent à quitter le territoire russe – pourrait être correcte n'est même pas prise en compte par les gouvernements des Etats de l'OTAN.

En tant qu'historien, j'ai appris qu'il est impossible de juger les événements un jour plus tard. Ce n'est qu'après un examen approfondi et l'analyse de nombreuses sources

qu'une sorte de connaissance des événements réels se cristallise. Cette prudence et ce soin ont depuis longtemps cessé d'exister dans les relations de l'Occident avec la Russie. Cela ne cadrerait pas non plus avec le concept politique, car il ne s'agit évidemment pas de trouver la vérité, mais l'objectif était et reste l'affaiblissement de la Russie.

Peu crédible

Le fait que les gouvernements allemand et français ainsi que l'UE, le secrétaire général de l'OTAN, le secrétaire d'Etat américain, l'ambassadrice américaine auprès des Nations Unies et de nombreux autres politiciens et médias occidentaux veulent mettre la Russie sur le banc des accusés après les événements du détroit de Kertch et ont promis leur soutien au gouvernement ukrainien n'est donc pas surprenant. Ce n'est qu'un élément supplémentaire dans la mosaïque de la campagne menée depuis des années contre la Russie.

Quand on veut sanctionner des Etats, on dit qu'ils sont «terroristes»

par Thierry Meyssan, Damas (Syrie)

Les nouvelles sanctions unilatérales des Etats-Unis contre l'Iran, la Russie et la Syrie s'ajoutent aux précédentes concernant ces trois mêmes cibles. Cet ensemble forme désormais le plus dur embargo de l'Histoire. La manière dont elles sont organisées est illégale au regard de la Charte des Nations Unies: ce sont des armes de guerre conçues pour tuer.

En se rendant à Moscou, le 8 novembre, l'ambassadeur James Jeffrey avait pour mission d'expliquer la préoccupation américaine face à l'expansion de l'influence perse dans le monde arabe (Arabie saoudite, Bahreïn, Irak, Liban, Syrie, Yémen). Washington tient désormais à poser cette question en termes géostratégiques et non plus religieux (chiïtes/sunnites) alors même que Téhéran organise sa défense nationale autour d'avant-postes chiïtes arabes.

Moscou a alors imaginé de négocier pour Téhéran l'assouplissement des sanctions unilatérales américaines en échange du retrait militaire américain de Syrie. Le président Vladimir Poutine a confirmé sa proposition, non seulement à son homologue américain, mais aussi au Premier ministre israélien, lors de leur rencontre à Paris à l'occasion du centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale, le 11 novembre.

Il tenta de convaincre les Occidentaux que la Russie seule en Syrie était préférable au tandem irano-russe. Il ne pouvait par contre pas affirmer que l'Iran aurait une autorité suffisante sur le Hezbollah – comme le prétendait Washington et Tel-Aviv – pour lui ordonner de se retirer aussi.

Pour toute réponse, Washington a annoncé, neuf jours plus tard, le onzième train de sanctions unilatérales contre la Russie depuis début août. Celui-ci est accompagné d'un discours ridicule selon lequel la Russie et l'Iran auraient organisé conjointement un vaste tra-

fic visant à maintenir le président Assad au pouvoir et à étendre la mainmise perse dans le monde arabe.

Cette rhétorique, que l'on croyait abandonnée, assimile trois Etats (la Fédération de Russie, la République arabe syrienne et la République islamique d'Iran) à des machines au service de trois hommes (Bachar el-Assad, Ali Khamenei et Vladimir Poutine), soudés par une même haine de leur peuple respectif. Elle fait l'impasse sur le soutien populaire massif dont ils disposent, tandis que les Etats-Unis sont profondément déchirés.

Passons sur l'affirmation inepte selon laquelle la Russie aiderait à la conquête du monde arabe par la Perse.

Selon le secrétaire au Trésor des Etats-Unis, Steven Mnuchin, qui présentait les sanctions unilatérales américaine le 20 novembre, celles-ci ne forment pas le volet économique de la guerre en cours, mais punissent les «atrocités» de ces trois «régimes». Or, à la veille de l'hiver, elles concernent principalement l'approvisionnement du peuple syrien en pétrole raffiné afin qu'il puisse s'éclairer et se chauffer.

Il n'est pas nécessaire de relever que les trois Etats cibles nient les «atrocités» dont ils sont accusés, alors que les Etats-Unis revendiquent poursuivre actuellement la guerre qu'ils ont déclenchée en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie.

Les sanctions américaines n'ont pas été décidées par le Conseil de sécurité des Nations Unies, mais par les seuls Etats-Unis. Elles ne sont pas légales en droit international car, pour les rendre létales, Washington tente de contraindre des Etats tiers à s'y associer ce qui constitue une menace contre les Etats cibles et donc une violation de la Charte des Nations Unies. Les Etats-Unis ont le droit souverain de refuser de commercer avec d'autres, mais pas d'exercer des pressions sur des tiers afin de blesser leurs cibles. Jadis, le Pentagone affirmait qu'infliger un mauvais traitement à une nation particulière conduirait son peuple à renverser son gouvernement. Ce fut aussi bien la justification théorique du bombardement de Dresde durant la Seconde

Guerre mondiale que de l'embargo sans fin contre Cuba depuis la guerre froide. Or, en 75 ans, jamais, absolument jamais, cette théorie n'a été vérifiée dans les faits. Désormais, le Pentagone envisage les mauvais traitements contre une nation comme des armes comme les autres. Les embargos sont faits pour tuer les civils.

L'ensemble du dispositif en cours contre l'Iran, la Russie et la Syrie constitue le plus vaste système de siège de l'Histoire.¹ Il ne s'agit pas de mesures économiques, mais – sans aucun doute possible – d'une action militaire mise en œuvre dans le domaine économique. Elles devraient conduire avec le temps à diviser à nouveau le monde en deux, comme à l'époque de la rivalité USA-URSS.

Le secrétaire Mnuchin a longuement insisté sur le fait que ces sanctions visent avant tout à interrompre la vente d'hydrocarbures, c'est-à-dire à priver ces pays – en principe exportateurs – de leur principale ressource financière.

Le mécanisme décrit par Steven Mnuchin est le suivant:

- La Syrie ne peut plus raffiner de pétrole depuis que ses installations ont été détruites soit par Daesh soit par les bombardements de la Coalition internationale contre Daesh.
- Depuis quatre ans, l'Iran fournit du pétrole raffiné à la Syrie en violation des précédentes sanctions unilatérales états-uniennes. Ce pétrole est transporté par des compagnies occidentales travaillant pour la société publique russe *Promsyrimport*. Cette société est rémunérée par la compagnie privée syrienne *Global Vision Group* qui est elle-même renflouée par la société iranienne *Tabir Kish Medical and Pharmaceutical*.
- In fine le *Global Vision Group* reverse une partie de ce qu'il a reçu au Hezbollah et au Hamas.

Il s'agit là d'une histoire à dormir debout:

- La Coalition internationale a pour objectif officiel de lutter contre Daesh. Pourtant de nombreux témoignages durant les quatre dernières années attestent qu'elle a

alternativement bombardé l'Etat islamique lorsqu'il débordait la zone qui lui avait été allouée par le Pentagone (plan Wright), et qu'elle lui a au contraire parachuté des armes pour se maintenir dans la zone assignée. Les deux entités ont travaillé de concert à détruire les raffineries syriennes.

- Pourquoi impliquer le gouvernement russe dans un transfert pétrolier partant des raffineries iraniennes vers les ports syriens?
- Pourquoi l'Iran aurait-il soudain besoin de la Syrie pour acheminer de l'argent au Hezbollah et au Hamas?
- Pourquoi la Syrie acheminerait-elle de l'argent iranien au Hamas alors que l'organisation palestinienne – dont les dirigeants sont membres de la Confrérie des Frères musulmans – lui fait la guerre?

Steven Mnuchin ne s'embarrasse pas de longues explications. Pour lui, la Syrie est criminelle, la Russie est son complice, tandis que l'Iran, le Hezbollah et le Hamas sont tous des «terroristes». C'est là le plus important, le mot qui coupe court à toute réflexion.

Un proverbe français assure que «Quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage». Il ne faut donc pas espérer de logique dans la réponse du secrétaire Mnuchin à la proposition de médiation du président Poutine.

Progressivement, les Etats-Unis retirent leurs troupes des conflits où elles étaient engagées. Ils leur substituent des mercenaires sur le terrain (les djihadistes) et des sanctions économiques, version moderne du siège médiéval.

Source: www.voltairenet.org/article204077.html du 27/11/18

¹ Si au Moyen-Age la chrétienté admettait des guerres entre les armées des souverains catholiques, elle condamnait les actions militaires délictueuses contre des civils. Au XIII^e siècle, l'Eglise catholique condamna donc tous les sièges lorsqu'ils concernaient non pas uniquement des soldats, mais aussi des populations. Cette éthique est restée celle du Saint-Siège jusqu'à aujourd'hui. Par exemple, le pape Jean-Paul II s'opposa aux Etats-Unis lorsqu'ils prirent des sanctions économiques contre les Irakiens à l'époque de Saddam Hussein. Son successeur, le pape François, est aujourd'hui muet sur la question.

«Nouvelle escalade dans la ...» suite de la page 1

Malheureusement, il faut y ajouter que la prétendue «crainte» d'une aggravation du conflit entre la Russie et l'Ukraine et l'appel à la «désescalade» ne sont pas crédibles. Sinon, on aborderait la question différemment et on prendrait au moins au sérieux la version russe des événements et on l'analyserait soigneusement. L'offre franco-allemande de médiation dans le conflit actuel entre la Russie et l'Ukraine n'est donc guère convaincante jusqu'à présent. Il n'y a en réalité rien de

Les projets d'escalade d'un think tank américain

Sur le site www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/russia-s-provocations-in-the-sea-of-azov-what-should-be-done, le think-tank américain *Atlantic Council* a présenté en novembre 2018 les recommandations suivantes:

«L'Ukraine devrait envisager d'interrompre, par une opération spéciale, le pont construit par Moscou au-dessus de la Route de Kertch reliant la Crimée et la Russie. Ceci n'est pas tout. L'Ukraine devrait demander aux Etats-Unis et à l'OTAN d'envoyer une flotte de navires armés dans la ville portuaire de Marioupol dans la mer d'Azov pour défier la Russie afin qu'elle empêche les navires de l'OTAN par un blocus ou par des tirs de gagner un port ukrainien et de se trouver ainsi dans son tort. Ces navires doivent être armés et obtenir une protection aérienne par des avions de combat et avoir la mission de répliquer aux tirs au cas où ils seraient eux-mêmes la cible de tirs.»

Source: www.luftpst-kl.de/luftpst-archiv/LP_16/LP15318_031218.pdf du 3/12/18

«neutre» dans la politique des gouvernements allemand et français.

Qui donne le ton en Ukraine ?

Dans une interview accordée au *Deutschlandfunk* le 26 novembre, Alexander Neu, membre du parti *Die Linke* au Bundestag allemand, a déclaré: «La souveraineté de l'Ukraine correspond approximativement à la souveraineté d'un enfant de trois ans, dépendant de sa mère. Faites-moi confiance là-dessus. L'Ukraine elle-même n'a pas grand-chose à dire.» Bien que le journaliste de la radio allemande ait réagi de manière extrêmement allergique à cette déclaration, elle offre l'occasion de réfléchir plus attentivement. Si les actions des navires ukrainiens dans le détroit de Kertch étaient réellement une provocation délibérée, comme le prétend la partie russe, alors la question suivante se pose: qui, en dehors de l'Ukraine, a intérêt à une telle provocation avec toutes les conséquences possibles – même si officiellement tout le monde affirme vouloir absolument empêcher une exacerbation du conflit?

Déclarations du porte-parole du gouvernement allemand

La déclaration du porte-parole du gouvernement Stefan Seibert lors de la conférence de presse gouvernementale du 26 novembre au matin a bien illustré à quel point la position du gouvernement allemand est «neutre» dans les événements actuels. Seibert a nié les droits russes en Crimée, a de nouveau parlé de «l'annexion de la Crimée en violation du droit international». Le gouvernement allemand considère également la construction du pont vers le continent russe comme une violation du droit international et de conclure: «Du point de vue du gouvernement fédéral, de graves questions se posent surtout concernant

l'utilisation de la force militaire par les marins russes, pour laquelle il n'y a aucune justification, selon les faits connus jusqu'à présent.» Ainsi, il a tout simplement évincé l'argumentation russe. Il est donc compréhensible que le gouvernement russe ne voit jusqu'à présent aucune raison de demander au gouvernement allemand de «jouer les médiateurs».

La position de la Crimée

A propos de «l'annexion contraire au droit international»: même la répétition permanente de cette affirmation ne la rend pas correcte. Un jugement définitif au regard du droit international sur l'adhésion de la Crimée à la Fédération de Russie en 2014 n'a pas encore été rendu. Les experts en droit constitutionnel et en droit international évaluent la situation juridique différemment. Toutefois, il convient également de rappeler qu'en mars 2014 – moins d'un mois après un coup d'Etat anticonstitutionnel à Kiev, également dirigé contre la population de l'Ukraine, enclina à la Russie – une majorité écrasante de résidents de la Crimée a voté lors d'un vote secret en faveur de l'adhésion de cette dernière à la Fédération de Russie. Avec un taux de participation d'environ 83%, près de 97% des électeurs ont voté en faveur de cette adhésion. Le Parlement de la Crimée a ensuite présenté cette demande et les organes compétents de l'Etat russe l'ont acceptée. Tous les gouvernements savent que la Crimée est un territoire russe pour la Russie et qu'il est donc logique d'exercer les droits et devoirs associés à cette revendication. Cela vaut également pour la protection des frontières.

Politique allemande et droit international

Si l'on considère également la manière dont la politique allemande a traité le droit international au cours des 20 dernières années,

il est raisonnable de penser que le discours d'«annexion contraire au droit international» n'est pas dû au désir de légalité, mais à des intérêts politiques.

En tant que citoyen allemand, je me demande comment faire pour qu'un plus grand nombre d'Allemands participent au travail de la réévaluation honnête de l'histoire germano-russe des 27 dernières années et de l'amélioration des relations germano-russes. Les possibilités sont nombreuses. De la conversation et de la parole publique aux étapes concrètes de l'entente, par exemple dans le cadre de jumelages germano-russes (cf. interview en page 6 de cette édition).

Les derniers jours ont montré que la campagne contre la Russie n'est pas terminée. Au contraire, tantôt silencieusement, tantôt avec grand fracas, on joue avec le feu. Il ne suffit pas d'attendre uniquement de la Russie qu'elle réagisse à chaque fois de manière calme et pondérée aux constantes provocations.

M. Gabriel critique le «renouvellement de la politique des canonnières»

«L'ancien ministre des Affaires étrangères Sigmar Gabriel s'est engagé pour la détente dans le conflit ukrainien. L'Allemagne ne «doit pas se laisser entraîner dans une guerre contre la Russie», a-t-il dit au *Tagesspiegel*. Gabriel a critiqué les exigences de l'Ukraine de lui mettre à la disposition des navires de guerre allemands contre la Russie ainsi que la proposition de fermer les ports internationaux aux navires russes venant de la région de la Crimée. Gabriel a appelé cela un «renouvellement de la politique des canonnières.»

Source: <https://www.tagesspiegel.de/politik/g20-gipfel-streit-um-deutsche-reaktion-auf-ukraine-konflikt/23706972.html> du 1^{er}/12/18

Les nationalistes et les néo-nazis en Ukraine mettent-ils en danger la paix dans toute l'Europe?

par Matthias Erne, avocat, Zurich*

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, une sorte de nationalisme est apparu dans ses anciennes républiques. Cela a rendu difficile, voire impossible dans certains cas, la résolution de divers problèmes actuels sur le continent eurasiatique, avec éventuellement un impact durable sur la sécurité en Europe. Ce nationalisme se manifeste actuellement dans sa forme la plus extrême en Ukraine. Là, il est l'expression d'une crise d'identité du pays. Mais il ne s'agit pas ici de retracer l'histoire des nouvelles républiques ayant vu le jour en 1991. Il s'agit plutôt d'illustrer le lien entre nationalisme et sécurité européenne.

Avec l'Union soviétique, un Etat multiethnique s'est effondré en 1991, dans lequel vivaient une centaine d'ethnies. Les élites politiques des Etats successeurs ont alors été confrontées au problème de la création d'une identité nationale indépendante afin de se prémunir à long terme contre une réintégration dans un empire successeur. Pour des raisons idéologiques, les dirigeants de l'Union soviétique n'ont jamais accordé beaucoup d'attention à la question des nationalités. Les relations entre les républiques soviétiques étaient étroites à tous égards, et notamment les Russes, les Biélorusses et les Ukrainiens jouaient un rôle important dans de nombreuses républiques plus petites. De nombreuses questions territoriales n'étaient pas résolues. Ce fut le point de départ difficile à la fin de 1991, lorsque l'Union soviétique a cessé d'exister.

Le traitement du problème de la nationalité n'a pas réussi partout de la même manière. Alors que la Russie et le Kazakhstan, avec respectivement plus de 100 et 50 groupes ethniques, se considèrent comme des Etats multiethniques, d'autres anciennes républiques ont commencé à se distancier nettement des autres.

Le développement dans les républiques baltes

Cela a été particulièrement facile pour les républiques baltes, qui avaient peu de

* Matthias Erne est avocat à Zurich et Wil (SG). Il a une sensibilité pour le droit international et analyse les développements géopolitiques de ce point de vue en tant que Suisse.



choses en commun avec la Russie en termes linguistiques, religieux et culturels. La base de leur compréhension nationale était et reste leur langue. L'Estonie et la Lettonie, en particulier, ont rapidement commencé à désavantager systématiquement leur minorité russophone. Cette minorité représente

aujourd'hui dans les deux pays environ un quart de la population. Le problème a pris des proportions telles que l'OSCE a été contrainte de nommer un représentant spécial. Toutefois, ces Etats n'auront jamais à craindre les critiques du *Haut Commissaire pour les minorités nationales* (HCMN): les diplo-

«Et les Etats occidentaux ne tolèrent pas seulement ces activités, ils les encouragent même: les néo-nazis d'Ukraine ont été entraînés militairement dans des camps militaires dans les Pays baltes, en Pologne et en Géorgie. Des instructeurs américains, canadiens et britanniques ont formé ces volontaires au Centre de formation pour les opérations de maintien de la paix près de Lviv (Lemberg). On aime utiliser l'argument universel du néonazisme contre les opposants politiques dans son propre pays. Mais quand les Ukrainiens et d'autres nazis luttent contre les habitants russes du Donbass et contre la Russie en général, on n'hésite pas à fermer les yeux à Washington, Bruxelles et Berlin.»

mates des pays de l'UE et de l'OTAN ont très probablement veillé à ce que le Haut Commissaire ne soit pas trop actif. Dans les républiques baltes, les associations de vétérans des anciens membres de la SS sont actuellement de plus en plus actives, apparaissent en public en uniforme, organisent des marches d'honneur, érigent des monuments et se réjouissent de la haute estime qu'ils rencontrent dans ces pays. Ils obtiennent aujourd'hui des pensions d'Etat. Et la jeune génération est pleinement intégrée dans cette tradition. Les représentants officiels de ces pays ont parfois du mal à se distancier de cette activité.

Républiques d'Asie centrale

Les républiques d'Asie centrale ont également bien réussi à se distancier au niveau de leurs spécificités linguistiques, religieuses et culturelles. Mais elles s'entendaient bien avec la minorité russe et la langue russe. En Asie centrale, ce sont avant tout les questions territoriales non résolues et l'influence des islamistes radicaux – provenant notamment de la région du Golfe – qui jouent un rôle déstabilisateur.

Caucase du Sud

La situation dans le Caucase du Sud est complètement différente: les élites politiques de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan sont d'avis que seule une personne parlant la langue nationale peut être citoyen du pays. Sous la direction de *Zviad Gamsakhurdia*, la Géorgie semble avoir de sérieux problèmes dans le traitement des minorités nationales. Dans la région de Djavacheti, où les Arméniens prédominent, est apparu un nouveau problème des minorités, car ces personnes ne sont pas autorisées à gérer des écoles de langue arménienne et doivent organiser dans leurs églises des cultes selon le rite de l'Eglise orthodoxe-géorgienne. Pour les Arméniens, dont la religion fait partie de l'image qu'ils ont d'eux-mêmes en tant que nation, cela est difficile à supporter. En Arménie et en Azerbaïdjan, des conflits et des pogroms occasionnels se sont produits avant même l'effondrement définitif de l'Union soviétique. Cela rend la recherche

Suite page 4

Le nationalisme extrémiste en Ukraine

me. Depuis 2014, l'Ukraine a connu une augmentation des crimes nationaux-socialistes, constituant une grave menace pour la sécurité de l'ensemble de la Communauté européenne.

L'Ukrainisation forcée a été l'une des causes du conflit dans l'Est de l'Ukraine il y a quatre ans. Entre-temps, non seulement les formations et les organisations nationalistes, mais aussi les autorités de poursuite pénale sont devenues un instrument du gouvernement pour réprimer les citoyens pourtant respectueux des lois en Ukraine.

Voici quelques faits:

1) Concernant la minorité hongroise en Ukraine

Le 27 février 2018 à Oujgorod, un inconnu a déposé un engin explosif sur le rebord de la fenêtre du Bureau culturel hongrois de Transcarpathie. L'explosion a provoqué un incendie qui a détruit tout l'intérieur du bâtiment;

Aparavant, le 4 février 2018, un cocktail Molotov a été jeté par la fenêtre de ce bureau.

Source: <https://www.eurointegration.com.ua/rus/articles/2018/02/27/7078141>

En juillet 2013, un incendie criminel a été perpétré contre le Centre culturel hongrois de Transcarpathie dans la ville de Beregovo. Le bâtiment a été incendié la nuit alors que personne n'était dans le bureau. Après qu'une brique ait été jetée dans la fenêtre de l'Union des Hongrois, les inconnus ont versé un mélange inflammable dans la pièce et y ont mis le feu. Les

auteurs de l'attentat n'ont pas encore été identifiés.

En avril 2013, le monument à *Sándor Petöfi* a brûlé sur la place Ferenc Rákoczi II à Beregovo. Les motivations des incendiaires – vandalisme ou provocation – n'ont pu être déterminées. En 2007, le monument a été recouvert de peinture noire. Ici aussi, les auteurs sont restés inconnus jusqu'à présent.

Il en est de même pour le monument à *Sándor Petöfi* à Oujgorod, profané plus d'une fois: L'épée a été brisée quatre fois, en 2016, 2015 et 2011; en mars 2009, il a été recouvert de peinture blanche.

En mars 2014, au plus fort des troubles à Kiev, un monument pour la commémoration du 1100^e anniversaire de l'arrivée des Hongrois dans le bassin des Carpates a été incendié sur le col de Veretskiy en Transcarpathie.

Depuis son installation en 2008, le monument est devenu un objet de vandalisme permanent. En 2011, un incendie criminel a été perpétré contre lui, les suspects sont trois fonctionnaires locaux du parti «Svoboda» (Liberté). En 2012, le monument a été enduit des mots «Mort aux Magyars», «Ici c'est l'Ukraine».

A Budapest, l'Ukraine a été invitée à «laisser les Hongrois tranquilles». Il n'y a pas eu de commentaire officiel de la part de la partie ukrainienne.

Au niveau national, le ministre ukrainien de la Défense, *Stepan Poltorak*, a discuté avec le gouverneur de la région de Transcarpathie, *Gennady Moskal*, du développement des infrastructures militaires à Mukachevo et Oujgorod et de la possibilité de poster la 128^e brigade de mon-

tagne dans la ville de Beregovo. Cette formation de l'armée ukrainienne a participé activement aux hostilités dans le Donbass, notamment dans les combats de Debalzevo. En 1956, elle avait fait partie des troupes soviétiques ayant réprimé le soulèvement hongrois à Budapest.

Le chef de l'*Organisation des nationalistes ukrainiens* (OUN), *Bogdan Chervak*, a fait une déclaration complète. Il a décrit les actions de Budapest comme une ingérence dans les affaires intérieures d'un pays voisin, et pour une telle chose, a-t-il déclaré, il faut s'attendre à une réaction («За это бьют по зубам...»). Nous avons besoin de mesures fermes pour montrer que l'Ukraine doit être respectée. Cela pourrait se faire en stationnant des troupes ukrainiennes en Transcarpathie et en procédant à une pacification militaire (боевое слаживание).

2) Concernant la diaspora roumaine

Le 22 mai 2018, le Service de renseignement ukrainien SBU a ouvert une enquête sur les soupçons de séparatisme. Le 11 juin, douze membres des services de renseignement ukrainiens ont fouillé le Centre culturel roumain à Tchernivtsi. La raison de l'ouverture de cette procédure pénale a été l'établissement de cartes historiques dédiées au centenaire de l'Etat roumain moderne. Parmi elles, se trouvait une carte de ce que l'on appelle la *Romagna Mare* («Grande Roumanie») de 1918-1940, comprenant une partie de la région actuelle de Tchernivtsi.

Le Centre culturel roumain de Tchernivtsi a accusé les services de sécurité de discrimination fondée sur l'appartenance ethnique. Le Service de renseignement ukrainien

SBU tente de créer la peur et le découragement dans les organisations publiques des Roumains en Ukraine afin que l'Ukrainisation accélérée puisse avoir lieu, a déclaré le chef du centre, *V. Teritsanu*. Le personnel du SBU a passé toute la journée dans les locaux du Centre, confisquant des livres, des journaux et des magazines publiés par le Centre, du matériel informatique et de la correspondance avec des représentants des autorités locales, les autorités de Kiev et des diplomates.

Source: <http://alternatio.org/events/all/item/60245-sbu-stremitsya-seyat-strah-unyini-sredi-obschestvennyh-organizatsiy-rumyn-ukrainy-dlya-bezuslovnoy-i-uskorennoy-ukrainizatsii>

Les représentants de la communauté roumaine ont décrit les actions des forces de l'ordre ukrainiennes comme «un retour aux pratiques du KGB» et ont accusé le Service de sécurité ukrainien de harceler le centre culturel roumain «Eudoxio Gurmuzaki» pour des motifs ethniques au moyen de perquisitions.

Source: <https://ru.tsn.ua/ukrayina/v-rumynskom-kultcentrevozmutilis-iz-za-obyskov-sbu-i-obvinili-silovikov-v-diskriminacii-1171221.html>

3) Concernant la Pologne

En janvier 2017, un monument à la mémoire des Polonais assassinés au cours d'une expédition punitive conjointe des divisions SS «Galicia» et de l'UPA a explosé. Les débris ont été peints avec des images de drapeaux bleu-jaune et rouge-noir ainsi qu'avec des

Suite page 4

«Le nationalisme extrémiste ...»

suite de la page 3

runes de la SS. Après la restauration du monument à la mi-mars 2017, il a de nouveau été enduit du signe «Wolfsangel» de la division SS «Das Reich» (qui est maintenant aussi le symbole du bataillon «Azov»), de croix gammées et du trident ukrainien ainsi que de slogans comme «La mort aux Polonais» («Смерть ляхам!»).

Source: <https://odnarodyna.org/content/luc-kiy-vystrel-iz-granatometa-v-evropu>

En février 2017, le bâtiment du Consulat général à Lviv a été peint en rouge et enduit de l'inscription «Notre pays».

<https://ukranews.com/news/477908-zdanye-genkonsultva-polshy-vo-lvove-oblyly-krasnoy-krasnoy-myd-vystupyl-s-zayavlenyem>

En mars 2017, le consulat général de Pologne à Lutsk a essuyé des tirs de lance-grenades.

Source: <https://nv.ua/ukraine/evnts/strelba-iz-granatometa-v-lutske-mestnyesmi-soobshchili-o-vzryve-v-genkonsultve-polshi-884389.html>

Le SBU n'est pas au courant des motivations des auteurs de ces actes: soit il s'agit d'une attaque terroriste, d'un hooliganisme ou de la vengeance d'un individu qui s'est vu refuser un visa.

Source: <https://odnarodyna.org/content/luc-kiy-vy-strel-iz-granatometa-v-evropu>

4) Concernant les Biélorusses:

En avril 2018, des inscriptions provocatrices ont été inscrites dans les rues de Tchernigov, dont le contenu était dirigé contre des citoyens biélorusses.

Source: <https://0462.ua/news/2006038>

Yuri Goncharov, chef du SBU régional de Tchernigov, a appelé les habitants de Tchernigov et de la région à mettre fin aux tentatives d'incitation à la haine ethnique.

5) Concernant les Juifs:

Le 30 juin 2017, jour anniversaire du pogrom de Lviv, les nationalistes ukrainiens ont organisé à Lviv un festival en l'honneur de Roman Choukhevytch, un collaborateur des nationaux-socialistes et des membres du bataillon «Nachtigall», directement impliqué dans les meurtres de Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le 26 avril 2018, à Ternopil, où plus de 100 000 Juifs ont été tués pendant la Seconde Guerre mondiale, des inconnus ont mis le feu à un mémorial dédié aux victimes de l'Holocauste.

Source: <https://apostrophe.ua/news/society/accidents/2018-04-27/v-ternopole-oskvernili-pamyatnik-jertvam-holokosta-opublikovano-video-s-momentom-podjoga/128453>

Le 2 mai 2018, quand Odessa s'est souvenu des victimes de l'incendie de la Maison des syndicats en 2014, au cours duquel 48 personnes ont péri, Tatyana Soikina, chef de la branche d'Odessa du «Secteur de droite» et vétéran de la dite «opération d'anti-terrorisme» au Donbass, a promis de créer un «véritable ordre ukrainien» à Odessa. L'Ukraine appartient aux Ukrainiens, non pas aux Juifs ou aux oligarques. Gloire à l'Ukraine, a-t-elle scandé.

Source: <https://www.dni.ru/society/2018/5/4/397200.html>

Parmi les autres actes antisémites, on peut citer des inscriptions de slogans antisémites sur la synagogue de Tchernivtsi en novembre 2016, la profanation de la tombe du rabbin Nachman dans la ville d'Ouman, sur laquelle a été lancée en décembre 2016 la tête d'un porc avec une svastika gravée, et la tentative d'incendier une synagogue à Lviv en juin 2016.

Source: https://ru.molbuk.ua/chernovtsy_news/13606060-vandaly-yaki-splyundundruvaly-synagogu-v-chernivcyakh-vchynyly-ryad-inshykh-zlochyniv-po-vsij-ukrayini-avakov.html

6. Concernant les Sinti et les Rom:

Le 1^{er} juillet 2018, une femme de 30 ans a été tuée à coups de couteau au cou dans les environs du dépôt ferroviaire de Beregovo. La police ukrainienne a ouvert une procédure pénale, mais n'aurait trouvé aucun motif de meurtre lié au sexe, à la race ou à d'autres formes de discrimination. C'était également la déclaration de l'administration de la région de Transcarpathie.

Dans la nuit du 23 au 24 juin 2018, un groupe de jeunes nazis de Lviv a attaqué un village de Sinti et de Rom dans l'une des banlieues de Lviv et tué un de ses habitants – un homme de 23 ans originaire de Transcarpathie. Les participants au Pogrom étaient membres de l'organisation d'extrême droite «Трезвая и злая молодежь» (littéralement: «Jeunesse sobre et méchante»), une sous-organisation du groupe nazi «Misanthropic Division», étroitement associée aux bataillons volontaires et en particulier au bataillon «Azov». Les comptes des médias sociaux en ligne du groupe sont remplis de citations d'Hitler et de Mussolini et montrent clairement les opinions racistes de ses membres. Selon des militants des droits de l'homme de Lviv, ces néonazis sont allés au camp pour tuer, et s'il n'y avait pas eu d'intervention de la police, il y aurait eu davantage de victimes. Ils ont blessé un enfant de dix ans avec des couteaux, tout comme sa mère, qui a essayé de protéger son fils.

Source: <https://ukraina.ru/opinion-/20180625/1020524252.html>

Le 21 avril 2018, les nazis du groupe «C14» ont détruit un camp de Sinti et de Rom à Lysa Hora, sur le territoire du district Pechersk de Kiev, où se trouvent presque toutes les autorités nationales de l'Ukraine. Pendant le pogrom, des représentants de la police étaient également présents, qui ont qualifié de «subbotnik»

(travail du samedi) ces violations permanentes de la loi au cours de laquelle un groupe de nazis a battu des enfants et des femmes rom hors de leur foyer.

Source: Youtube: «Представники Нацдружини захищають табір ромів у Голосіївському парку – відео Київ LIVE», «Відео цыганского погрома в Києві», «Огненный рейд: кто и почему сжег лагерь ромов на Лысой горе?»

Sous la pression des organisations internationales de défense des droits de l'homme, le ministère de l'Intérieur a ouvert un procès pénal pour ce pogrom – mais sans résultat. L'ultra-droite, se sentant à l'abri des poursuites, a immédiatement entamé de nouvelles actions de pogrom:

- Le 9 mai 2018, la jeunesse nationaliste a incendié un camp de Sinti et de Rom dans le village de Rudnoje près de Lviv;
- Le 22 mai 2018, les nazis ont attaqué un camp de Sinti et de Rom dans la région de Ternopil;
- Le 27 mai 2018, des militants de diverses organisations d'extrême droite ont organisé un pogrom contre les stands caucasiens et turcs au marché de Kiev près de la station de métro Lesnaya pour montrer que les Rom ne sont pas les seules victimes soumises aux attaques nationalistes;
- Le 7 juin 2018, les militants de la «Brigade nationale» ont détruit les maisons des Sinti et des Rom dans le parc Goloseevsky.

Source: <https://ukraina.ru/opinion-/20180625/1020524252.html>

Les actes de violence contre les Sinti et les Rom sont un indicateur important de la tendance nationaliste rampante au sein de la politique ukrainienne.

Les nazis ukrainiens bénéficient de l'absence totale de défense des minorités nationales sur le territoire de l'Ukraine actuelle et du soutien tacite du gouvernement et des autorités ukrainiens.

«Les nationalistes et les néo-nazis ...»

suite de la page 3

d'une solution au conflit du Haut-Karabakh beaucoup plus difficile.

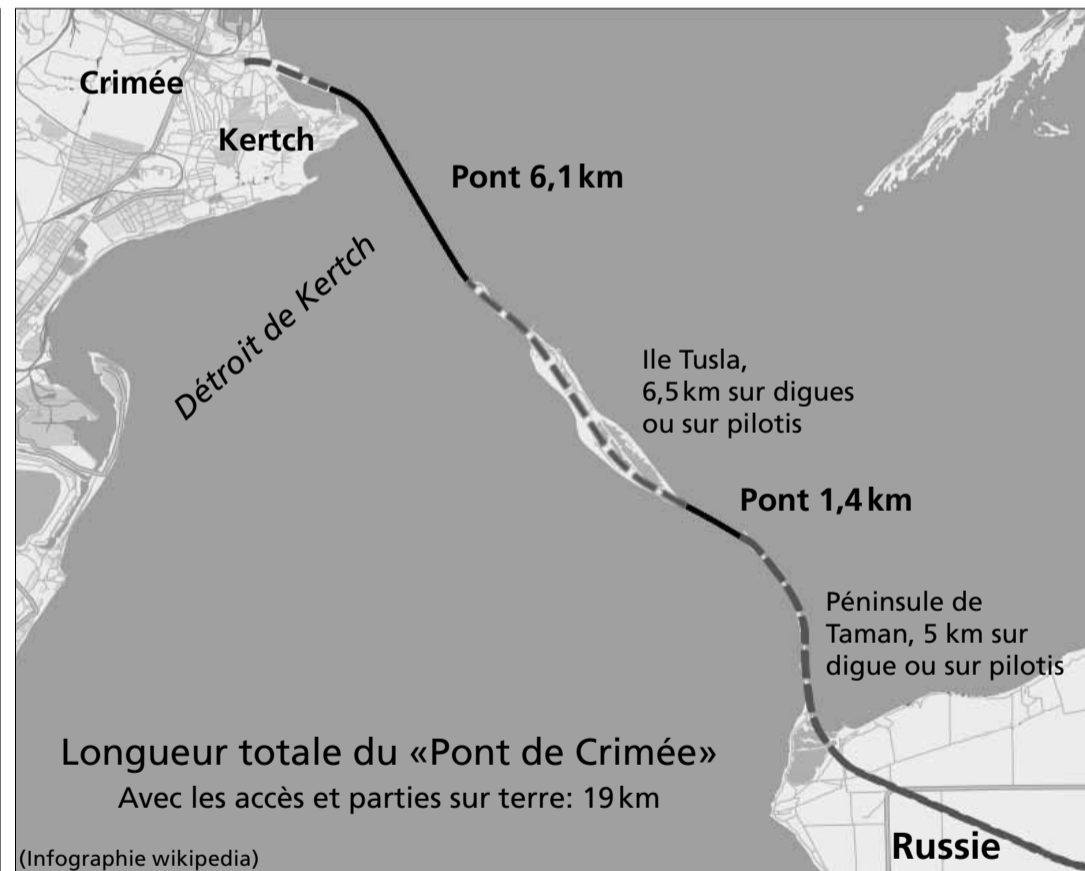
Biélorussie

La République du Bélarus était également confrontée au problème de se différencier de son grand voisin de l'Est. Mais le Bélarus a abordé ce problème avec beaucoup de modération et, après les événements du Maidan Nezalezhnosti de Kiev en 2014 et par la suite, il n'y a plus guère de personnes pensant que la voie ukrainienne mérite d'être imitée.

Ukraine

L'Ukraine sous sa forme actuelle est un produit de fission de l'ancienne Union soviétique. Son territoire a été déterminé après la Seconde Guerre mondiale selon des critères politiques et militaires. Depuis l'indépendance, l'Ukraine a mené une politique d'ukrainisation fondée sur l'idée qu'une entente nationale doit être fondée sur la langue ukrainienne. L'ancien président Viktor Iouchtchenko a ainsi déclaré que son objectif était de faire disparaître l'usage de la langue russe en Ukraine en deux générations. La minorité russe, représentant environ un quart de la population, est devenue la première cible des élites politiques en Ukraine. Cela a touché non seulement la Crimée et le Donbass, mais aussi les villes de la côte de la mer Noire, surtout Odessa avec son mélange de population russe, tatare (de Crimée), grecque et juive. Cela n'était pas non plus de bon augure pour les minorités roumaine, hongroise, slovaque et biélorusse du pays, ni pour les Russes indigènes des Carpates, qui ne sont cependant pas officiellement considérés comme un groupe ethnique distinct.

Une première tentative de séparation de l'Ukraine de l'Union soviétique a été faite par des nationalistes ukrainiens sous la direction de Stepan Bandera et Roman Choukhevytch à l'été 1941, après l'invasion de l'Allemagne nationale-socialiste en Union soviétique. Les nationalistes ukrainiens ont soutenu pendant toute la guerre l'Allemagne nationale-socialiste, se sont mis à disposition



comme gardes dans des camps de concentration et ont participé à la lutte brutale contre les partisans en Ukraine et en Biélorussie. Depuis lors, les nationalistes ukrainiens ont toujours peiné à se distancier du national-socialisme.

Les disciples de Bandera et de Choukhevytch ont reçu de nouveaux honneurs avec l'éclatement du conflit dans le Donbass. Leurs associations de volontaires étaient importantes pour l'Ukraine en 2014, entendait-on souvent dire, et les dirigeants de Kiev les ont laissés agir. D'autre part, les responsables ukrainiens aiment à affirmer que les nationalistes ne peuvent remporter que quelques pour cent des voix aux élections. Le 14 octobre de cette année, quelque 10 000 partisans des bataillons de volontaires nationalistes se sont rassemblés au centre-ville de Kiev pour commémorer la fondation de l'armée dite ukrainienne du soulèvement en 1942. S'ils sont capables de s'armer à partir du grand nombre d'armes circulant illégalement et non enregistrées des différentes

guerres de la première moitié du XX^e siècle et de la désintégration de l'armée soviétique au début des années 1990, alors ils représentent un pouvoir dans l'Etat qui ne peut être ignoré. Dans les Etats voisins de l'Ukraine, les gens s'inquiètent également de cette situation. Et la police ukrainienne s'est opposée à cette masse de manifestants violents avec le nombre ridicule de 200 policiers. Cela montre clairement que le ministre de l'Intérieur Arsen Avakov est prêt à laisser faire ces voyous.

Il n'est pas étonnant que le même jour ait eu lieu à Kiev un congrès des nationalistes d'extrême droite de toute l'Europe et de l'Amérique du Nord, dont l'invité vedette était le fameux Greg Johnson, un nationaliste blanc qui veut construire aux Etats-Unis un Etat ethniquement pur dont les citoyens ne peuvent être que blancs. Sa compréhension de l'Etat coïncide avec celle de nombreux nationalistes de l'ex-Union soviétique.

La liste des agressions tolérées par l'Etat contre les minorités nationales en Ukraine est

longue. A l'avenir également, les dirigeants de Kiev veulent utiliser les voyous pour aider leur compréhension de l'Etat à percer. Si l'Ukraine doit rester à l'intérieur de ses frontières et de sa forme étatique actuelles, le gouvernement sera forcé de se rabattre sur des mesures coercitives, sur la loi martiale ou d'autres provocations.

Et les Etats occidentaux ne tolèrent pas seulement ces activités, ils les encouragent même: les néo-nazis d'Ukraine ont été entraînés militairement dans des camps militaires dans les Pays baltes, en Pologne et en Géorgie. Des instructeurs américains, canadiens et britanniques ont formé ces volontaires au Centre de formation pour les opérations de maintien de la paix près de Lviv (Lemberg). On aime utiliser l'argument universel du néo-nazisme contre les opposants politiques dans son propre pays. Mais quand les Ukrainiens et d'autres nazis luttent contre les habitants russes du Donbass et contre la Russie en général, on n'hésite pas à fermer les yeux à Washington, Bruxelles et Berlin. •

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale, CH-8000 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2018 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Le Conseil fédéral et le Parlement font preuve d'une résistance inhabituelle

Bilan au début de la session d'hiver 2018

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Le vote concernant l'initiative populaire fédérale pour l'autodétermination (IAD) a eu lieu. Seulement un tiers des électeurs ont soutenu cette proposition. L'une des principales raisons de ce résultat décevant est à nouveau une massive propagande basée en grande partie sur des contre-vérités délibérées. Le slogan «Non à l'initiative anti droits humains» et l'affirmation absurde qu'une adoption de l'initiative «entraînerait automatiquement la résiliation de centaines d'accords importants pour notre économie» étaient deux des pseudo-arguments mis en avant. Les raisons pour lesquelles ces affirmations sont erronées ont été présentées en détail dans les derniers «Horizons et débats». Une partie du contre-programme était aussi le dénigrement des auteurs de l'initiative, car l'UDC entrave depuis 26 ans (vote sur l'EEE de 1992) la voie en direction de Bruxelles.

Mais la déclaration de guerre ayant précédé cette votation et plusieurs autres des années passées et des années à venir sert à remettre en question l'importance fondamentale du peuple souverain en démocratie directe. Le rejet de l'IAD n'est qu'un élément de la mosaïque du grand jeu poursuivant l'objectif d'éliminer les Etats souverains – et pas seulement la Suisse! En fin de compte, c'est donc le peuple suisse lui-même qui doit de manière récurrente s'opposer aux tentatives de briser les piliers fondamentaux du modèle suisse.

C'est le devoir de tout citoyen de maintenir et de renforcer cette résistance. Nous attendons de nos représentants élus d'être attentifs et persévérants dans la sauvegarde des droits du peuple et du Parlement. Après le vote, c'est avant les élections: les élections fédérales de l'automne 2019 arriveront à coup sûr – et elles montrent déjà de premiers effets!

Pacte de l'ONU sur les migrations: le Conseil des Etats exige un vote parlementaire

Le 29 novembre, le Conseil des Etats a refusé avec 22 voix contre 14 et 4 abstentions de s'opposer définitivement à la signature du Pacte.¹ Cependant, il a quand-même clairement exprimé par 25 voix contre 15 que le Conseil fédéral doit soumettre le pacte à l'approbation du Parlement.² Le 6 décembre, le Conseil national se prononcera sur deux motions identiques.

Le pacte migratoire vise à une libre circulation mondiale des personnes, à la faveur du capital mondial et de l'affaiblissement des Etats souverains et de la démocratie (cf *Horizons et débats* nos 25 et 26 du 12/11/18 et 26/11/18). Cinq Etats membres de l'UE et d'autres Etats ne veulent rien savoir de ce pacte. La Suisse ferait bien de suivre leur exemple. Le 29 novembre, au *Bundestag allemand*, les partisans du pacte ne l'ont emporté que de très peu (372 oui sur 644 voix, 153 non, 141 abstentions).³

Il est vrai que le Conseil fédéral peut décider seul de la décision de signer le Pacte, parce qu'il est dit «juridiquement non contraignant». Peu de temps avant le vote sur l'IAD, cet exemple modèle de la domination du pouvoir exécutif a choqué de nombreux parlementaires. Le Parlement a maintenant pris en main cette importante affaire et le conseiller fédéral Ignazio Cassis a annulé son voyage à Marrakech.

Il faut espérer que le Conseil national rejoindra le Conseil des Etats et soutiendra ainsi les objections sérieuses de sa propre *Commission des institutions politiques*. Les conséquences du pacte migratoire sur notre souveraineté et notre bien commun seraient si graves que le Parlement devrait soumettre cette décision au peuple. Il n'en a pas été question jusqu'à présent – mais cela pourrait encore arriver.

Crédit-cadre pour la cohésion: le Conseil des Etats donne une belle leçon de politique démocratique à Bruxelles!

Le 29 novembre, le Conseil des Etats n'a approuvé le versement de 1,3 milliards de francs supplémentaires sur dix ans au fonds de cohésion de l'UE⁴ qu'à condition que l'UE renonce aux mesures discriminatoires à l'en-

contre de la Suisse. Cette décision fut prise pratiquement à l'unanimité, avec 38 voix contre une et 2 abstentions.⁵

Contexte: Il est connu que Doris Leuthard, dans sa fonction de présidente de la Confédération, a promis en public, en novembre 2017, au président de la Commission européenne Juncker 1,3 milliards de francs – sans y être autorisée par le Parlement et sans exiger de contrepartie!

En été 2018, le Conseil fédéral a lancé – après coup! – une procédure de consultation (*communiqué de presse du Conseil fédéral* du 29/9/18). De nombreux participants, dont plusieurs gouvernements cantonaux, ont exigé du Conseil fédéral et du Parlement de ne verser l'argent «uniquement si les intérêts de la Suisse dans des dossiers centraux pour elle, dans les relations avec l'UE, sont garantis». Dixit, par exemple, le Conseil d'Etat du canton de Glaris.⁶

La Commission des institutions politiques du Conseil des Etats s'est prononcée par 6 voix contre 4 en faveur d'une suspension temporaire des paiements de cohésion: «Selon la CIP, de nouvelles contributions à l'UE ne seront envisagées que si l'UE accorde une reconnaissance illimitée aux bourses suisses et si des progrès visibles sont réalisés dans les relations bilatérales». Elle a été suivie par la *Commission des finances*. La *Commission de politique extérieure* (CPE) quant à elle, a recommandé au Conseil des Etats d'approuver le paiement par 6 voix contre 6 et la voix prépondérante du président.⁷

Lors des délibérations du Conseil des Etats le 29 novembre, la proposition de la minorité de la CPE (six membres des groupes PLR et UDC) a étonnamment prévalu. L'arrêté fédéral sur le crédit-cadre pour la cohésion était assorti de la condition suivante: «Des obligations ne peuvent être contractées sur la base de ce crédit-cadre que s'il existe des signes manifestes d'amélioration dans les relations bilatérales avec l'Union européenne et si l'UE n'adopte aucune mesure discriminatoire à l'encontre de la Suisse.»

Le Conseil des Etats a finalement voté à la quasi-unanimité en faveur de cette proposition minoritaire du «centre-droit» (la voix d'opposition et les deux abstentions provenaient d'ailleurs du groupe parlementaire de l'UDC, car celle-ci est fondamentalement opposée au financement d'un fonds de cohésion). C'est une situation rare au Conseil des Etats! Selon une personne initiée, ce résultat étonnant est également lié aux prochaines élections: la plupart des électeurs ne veulent pas de représentants remplissant sans contrepartie les caisses de l'UE avec nos milliards du contribuable.

Pour le Conseil national, qui délibérera de ce crédit-cadre pour la cohésion lors de la session de printemps, la direction est donnée.

Les négociations sur l'accord-cadre entre la Suisse et l'UE sont dans l'impasse

Une farce unique se déroule depuis quatre ans entre Bruxelles et Berne. L'UE veut construire un «toit» pour couvrir la bonne centaine d'accords entre la Suisse et l'UE, afin de créer des «règles communes» (= droit communautaire) et donc de la «sécurité juridique» (pour qui?). En réalité, une telle construction était vouée à l'échec dès le départ, car le système de l'UE est tout simplement incompatible avec la structure étatique de notre pays. En conséquence, les partis politiques s'enchevêtrent de plus en plus dans les négociations.

Récemment, la Commission européenne a de nouveau cru utile de jouer au plus fort en roulant les mécaniques: selon la presse, le commissaire européen Johannes Hahn a une nouvelle fois fixé une «dernière limite» au Conseil fédéral: le 7 décembre.⁸ Pour sa part, le Conseil fédéral a reporté sa séance du 30 novembre au 7 décembre. En effet, il se trouve dans une situation totalement nouvelle: pour la première fois, sa majorité a changé – contre l'accord-cadre. (Le Conseil fédéral est un gouvernement collégial et prend ses décisions selon l'avis de sa majorité).

La nouvelle majorité au Conseil fédéral se prononce contre la version actuelle de l'accord-cadre

Depuis un certain temps déjà, la discussion à la Berne fédérale a surtout porté sur les *mesures d'accompagnement pour la libre circulation des personnes*, indispensables – pas seulement du point de vue des syndicats – pour la protection des emplois nationaux contre le dumping salarial et les entreprises de faux services. L'UE, par contre, insiste en principe sur l'adoption du droit de l'UE protégeant beaucoup moins les travailleurs contre l'immigration en provenance d'autres Etats membres. Le 27 novembre, trois conseillers fédéraux se sont réunis pour la énième fois avec les responsables des organisations syndicales et patronales ainsi que des représentants des cantons. L'émission du *journal de 20 heures de la Télévision suisse* a duré 1,02 minutes et n'a rien apporté de nouveau: les syndicats insistent sur les mesures suisses de protection salariale, le Conseil fédéral veut «parvenir à un accord avec l'UE sur l'accord-cadre avant la fin de l'année».⁹

Cependant, ce qui est absolument neuf, c'est que les deux conseillers fédéraux du PS Simonetta Sommaruga et Alain Berset – dès le début favorables à des liens très étroits entre la Suisse et l'UE – ne veulent pas laisser les syndicats le bec dans l'eau et ont donc rejoint les deux conseillers fédéraux UDC Ueli Maurer et Guy Parmelin qui ont toujours été contre tout accord-cadre. Ainsi, quatre

conseillers fédéraux s'opposent aux trois autres du PLR et du PDC, c'est-à-dire que le Conseil fédéral dans son ensemble s'oppose à la version actuelle de l'accord et à Bruxelles.

La discussion sur la protection des salaires détourne l'attention de la nature juridique réelle de l'accord-cadre

Malgré cette nouvelle majorité, le Conseil fédéral n'a toujours pas dévoilé à ce jour les contenus prévus de ce traité. Car le mystérieux accord-cadre devrait surmonter l'obstacle majeur d'une votation populaire donnant du fil à retordre aux européens et au Palais fédéral. Le fait de garder secret les contenus de l'accord n'est guère conforme aux règles de la démocratie directe.

Néanmoins, les contenus essentiels sont connus depuis longtemps: la Suisse devrait adopter automatiquement le droit actuel et futur de l'UE et la *Cour de justice de l'Union européenne* déciderait de la manière dont le droit de l'UE doit être interprété. Un tribunal arbitral pourrait tout au plus trancher quelques désaccords plus ou moins importants. Indépendamment des contenus juridiques que l'*Union syndicale* ou le Conseil fédéral déclarent actuellement comme «lignes rouges» – le point central se trouve à un tout autre endroit: si la Suisse s'engageait à adopter des lois que l'UE introduira dans 5 ou 10 ans, nous citoyens, renoncerions par avance à nos droits politiques. Il s'agirait d'une quantité inconnue de lois dont les contenus sont également inconnus. Il est guère pensable que les dirigeants de l'UE puissent, dans 5 ou 10 ans, limiter leurs velléités de légiférer à cause de «lignes rouges» accordées à la Suisse. En outre, on ne sait toujours pas pour combien et pour quels traités bilatéraux la Suisse devrait adopter le droit européen.

La véritable raison pour laquelle le Conseil fédéral ne veut pas nous informer en détail des contenus est donc claire: si nous pouvions lire en noir et blanc, où Bruxelles veut intervenir, alors la Berne fédérale devra «faire son deuil» pour l'accord-cadre.

Les syndicats veulent empêcher que l'initiative de limitation puisse être acceptée

Le 31 août 2018, l'UDC et l'ASIN (*Action pour une Suisse indépendante, neutre et libre*) ont présenté leur initiative populaire «Pour une immigration modérée» («initiative de limitation»). Elle demande de dénoncer l'*Accord sur la libre circulation des personnes* (ALCP), si le Conseil fédéral n'est pas en mesure de négocier avec l'UE sa dénonciation dans un délai d'un an. C'est la raison pour laquelle – selon quelques récents articles de presse – les dirigeants syndicaux insistent avec autant de fermeté sur les mesures d'accompagnement de la protection salariale en Suisse. Il ne faut pas que leurs syndicalistes aient l'idée qu'en gérant l'immigration de manière indépendante, ils pourraient encore mieux se protéger du dumping salarial.

L'initiative de limitation est d'ailleurs la conséquence de l'incapacité du Parlement à mettre en œuvre l'article constitutionnel sur le contrôle de l'immigration (initiative d'immigration de masse). Et la raison de cette non-application est que la majorité de nos représentants élus se sont comportés comme des lapins hypnotisés devant les dirigeants bruxellois, lors de la formulation des amendements législatifs.

Le petit Etat suisse est beaucoup plus flexible que certains ne le pensent

En réalité, les Etats membres de l'UE ont eux-mêmes grand intérêt à être en bonnes relations avec la Suisse voisine. Elle est certes petite, mais avec un grand pouvoir d'achat et une excellente solvabilité. Bruxelles ne souhaite guère renoncer à la plupart des accords bilatéraux. En outre, le petit Etat suisse a le grand avantage d'être très flexible et peut, grâce à la démocratie directe et son train de vie relativement économe, généralement

Un accord-cadre institutionnel avec l'UE doit faire l'objet d'un référendum obligatoire

mw. La Constitution fédérale stipule:

«Art. 140 Référendum obligatoire

1 Sont soumis au vote du peuple et des cantons:

b. l'adhésion à des organisations de sécurité collective ou à des communautés supranationales; [...]

Si le Conseil national et le Conseil des Etats devaient un jour approuver un accord-cadre – ce que nous n'espérons pas – un vote obligatoire du peuple et des cantons sera nécessaire du point de vue du droit constitutionnel. Bien que l'accord-cadre ne soit pas identique avec l'adhésion à l'UE, il entraînerait des restrictions massives des droits démocratiques directs et fédéralistes des citoyens dans des domaines juridiques vastes et encore inconnus. Les réductions attendues des droits populaires sont comparables à celles attendues en cas d'adhésion à l'EEE. En 1992, le Parlement avait donc soumis ce dernier à un référendum obligatoire.

Cette qualification de droit constitutionnel est confirmée par l'avant-projet actuel

du Conseil fédéral pour une extension du référendum obligatoire:

«Les traités internationaux dont la mise en œuvre nécessite une modification de la Constitution fédérale ou des dispositions de rang constitutionnel dans l'un des domaines suivants [...]» (Art. 140 Cst., al. 1, let. b à nouveau).¹

Il faut s'attendre à ce que certains parlementaires espèrent que le référendum facultatif (sans majorité des cantons) réduira un peu le risque d'échec. Mais maintenir les droits populaires aussi réduits que possible lors d'une année électorale n'est pas la meilleure des options. Et reporter le vote populaire au-delà de l'automne 2019 pour des raisons de tactique électorale est une manœuvre trop transparente. Donc, il faut soit un référendum obligatoire ou encore mieux, l'annulation de toute l'entreprise.

¹ «Référendum obligatoire pour les traités internationaux ayant un caractère constitutionnel; mise en œuvre de la motion 15.3557 Caroni». Rapport explicatif du Département fédéral de justice et police DFJP du 15/8/18

La ville de Rostock, exemple d'une expérience centenaire dans le dialogue avec la Russie

Interview de Roland Methling, bourgmestre de Rostock

hd. Rostock est membre de l'«International Association of Peace Messenger Cities» (Association internationale des villes messagères de la paix AIVMP). Le bourgmestre de Rostock Roland Methling a participé à la 29^e assemblée générale du 29 octobre au 2 novembre à Volgograd. En même temps a eu lieu le V^e Forum international «Dialogue au bord de la Volga: paix et entente au XXI^e siècle». Des représentants de villes et de communes de 20 pays du monde y ont participé pour discuter du maintien de la paix et de l'éventuel rôle des communes. En marge de ce congrès Roland Methling a accordé à «Horizons et débats» l'interview suivante.

Horizons et débats: Monsieur Methling, depuis 1991, Rostock et la ville russe de Kaliningrad – jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale c'était la ville de Königsberg en Prusse orientale – soignent un partenariat de jumelage. Comment avez-vous commencé et quelles sont les raisons personnelles de votre engagement dans ce domaine?

Roland Methling: Rostock est une ville avec de forts liens internationaux. C'est une résultante de l'histoire. En tant que ville hanséatique et portuaire, nous sommes situés au bord de l'eau et nous étions toujours dépendants du commerce et d'avoir de bonnes relations avec nos voisins. La ville de Rostock a actuellement 14 jumelages officiels et maintient une étroite collaboration avec 10 autres villes dans le monde entier.

Nos jumelages ont commencé en 1957 avec Szczecin, auparavant Stettin. A l'époque il était mal vu en RDA de dire Stettin, cela ressemblait à de l'esprit de revanche. Donc cela n'était pas évident car Szczecin demeurait jusqu'en 1945 une ville allemande. Désormais, une amitié profonde est née. C'est le plus ancien jumelage germano-polonais.

Entretemps, il y a plus de 500 jumelages – des contrats entre des communes et des corporations régionales d'Allemagne et de Pologne. En 2017, nous avons invité des représentants de toutes les villes partenaires germano-polonaises à Rostock pour dresser le bilan et pour nous encourager mutuellement à continuer ces partenariats.

Et tout spécialement les partenariats avec des villes russes sont très importants.

«Le Conseil fédéral et le Parlement ...»

suite de la page 5

mieux joindre les deux bouts que les autres pays. Nous pourrions bien vivre sans l'ALCP et notamment aussi sans l'Accord sur les transports terrestres.

Nous pouvons certainement aussi vivre sans reconnaissance boursière européenne, tout comme nous avons trouvé, après l'expulsion d'Erasmus+, une voie positive d'organiser nous-mêmes des échanges d'étudiants avec beaucoup moins de bureaucratie et à des coûts nettement inférieurs qu'auparavant. Cela nous a même permis de soutenir financièrement des étudiants étrangers invités. Il va sans dire que nous désirons continuer à participer à des échanges économiques et culturels animés avec les autres Etats et peuples européens, comme nous l'avons toujours fait, mais alors sur le même pied d'égalité.

¹ Motion Germann 18.3935. La Suisse ne doit pas signer le pacte de l'ONU sur les migrations. Décision du Conseil des Etats: SRF News du 29/11/18

² Motion de la Commission des institutions politiques CIP-E 18.4103 et Motion de la Commission de politique extérieure CPE-E 18.4106. Pacte de l'ONU sur les migrations. Soumettre à l'Assemblée fédérale la décision d'approbation

³ Neue Zürcher Zeitung du 30/11/18

⁴ DFAE. Objet 18.067. «Réduction des disparités économiques et sociales dans l'Union européenne élargie. Deuxième contribution de la Suisse en faveur de certains Etats membres de l'UE».

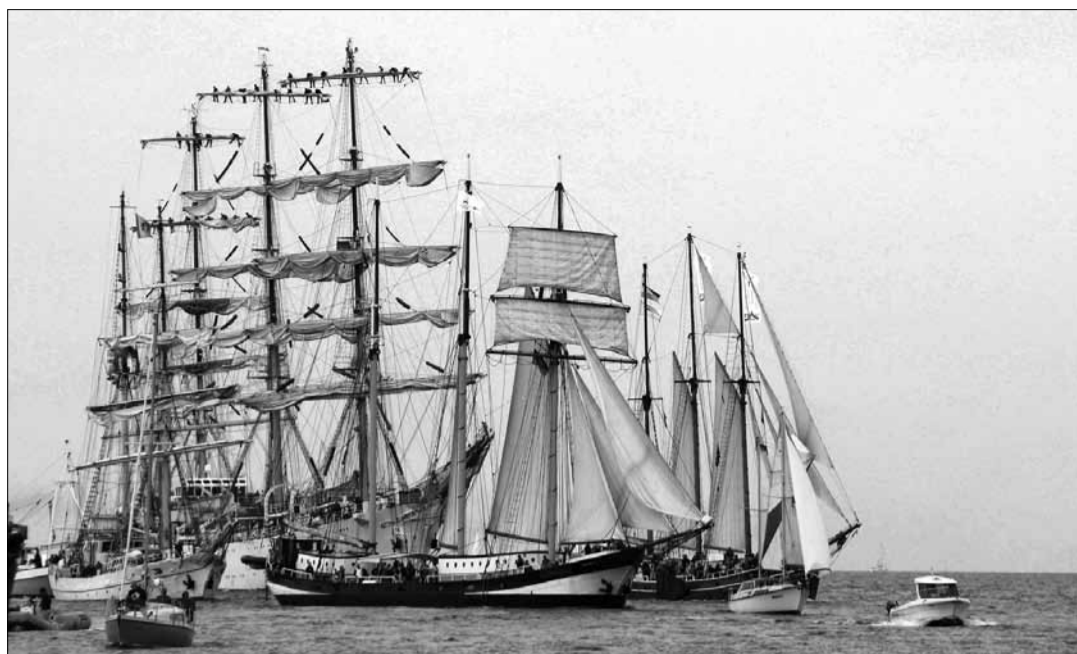
⁵ SRF News du 29/11/18

⁶ Réponse du Canton de Glaris du 19/6/18 à la consultation: https://admin.ch/ch/d/gg/pc/documents/2948/Zweiter-Schweizer-Beitrag_Stellungnahmen.pdf

⁷ Communiqués de presse de la CIP-E du 12/10/18, de la CDF-E du 19/10/18, de la CPE-E du 26/10/18

⁸ St. Galler Tagblatt du 30/11/18

⁹ SRF News du 29/11/18



Depuis 1991, Rostock organise chaque année la «Hanse Sail» – une importante rencontre de grands voiliers traditionnels du monde entier. (photo wikipedia)

Pourquoi?

Les liens de Rostock avec la Russie commencent déjà à l'époque de la Hanse, par exemple avec Nijni Novgorod. Les fourrures de l'espace russe représentaient une marchandise commerciale importante de l'époque hanséatique aux XIII^e et XIV^e siècles. Novgorod était le camp de base hanséatique le plus au nord. Les voyageurs de Novgorod sont aussi une légende dans l'histoire de la Hanse.

Après 1945, nous avons établi des relations très étroites parce que le port de Rostock était une connexion maritime importante en direction de l'Union soviétique. A cette époque, nous avions des liens économiques étroits: c'étaient avant tout des travaux de réparation qu'on nous demandait. Nous construisions des navires pour l'Union soviétique d'alors. Les premiers bateaux étaient des navires ayant été coulés dans la mer Baltique. Nous les avons récupérés, les avons restaurés, puis rendus à l'Union soviétique d'alors. L'échange de marchandises entre l'Union soviétique et la RDA était très intensif. Ils étaient le principal partenaire commercial et une grande quantité de marchandises venaient par voie maritime. L'économie de Rostock vivait à cette époque des relations étroites avec l'Union soviétique. Rostock était le centre du commerce maritime pour l'Union soviétique et l'ouverture sur le monde pour la RDA. Il est cependant bien connu que jusqu'en 1989 cette ouverture n'existait pour les personnes que dans un sens.

Comment les jumelages se sont-ils développés par la suite?

Au cours des décennies d'après-guerre, les jumelages étaient en partie organisés par l'Etat. Notre premier jumelage avec l'Union soviétique fut Riga. Aujourd'hui Riga est notre ville jumelée en Lettonie. Tout comme Rostock, Riga date de plus de 800 ans, une ville hanséatique, et aujourd'hui encore, nos relations demeurent très, très étroites. Nous nous réjouissons de rencontrer à Riga un bouquet international d'autres villes situées sur la mer Baltique et des partenaires internationaux, car c'est bien sûr aussi un des grands avantages des jumelages de faire connaissance des villes partenaires des autres villes. Si on continuait un tel système de carte: nous avons 14 jumelages, Riga a 10 jumelages. Si on ajoute à chacun partenariat 10 autres, alors on arrive d'un point de vue purement arithmétique à 140 villes, en cinq étapes nous pourrions probablement parcourir le monde entier.

Lors de telles occasions, on peut établir beaucoup de premiers contacts. Pour les

communes c'est bien sûr toujours important, notamment, si quelqu'un s'intéresse aussi pour Rostock, de Russie ou de Pologne – ou bien de villes de Norvège, du Danemark, de Chine ou des Etats-Unis, avec lesquels nous sommes également jumelées. On a alors un premier contact et on peut demander: connaissez-vous celui-là, est-il intéressant de le contacter? A quoi faut-il faire attention?

Mais cela aide naturellement aussi, quand on joue au football comme à Rostock. Lorsque le FC Hansa Rostock jouait encore en première ligue allemande, nous avons cherché des contacts en Suède. En seulement 5 ans, nous avions jusqu'à six joueurs suédois dans notre équipe, qui nous ont permis de jouer en première et en deuxième ligue pendant 15 ans. Cela est aussi résultat d'un jumelage.

Mais je suis d'avis que pour des jumelages, il est particulièrement important de créer de la confiance. Lors de ces rencontres, on réalise que nous avons tous les mêmes tâches à résoudre, des soucis similaires dans les familles ou dans la vie de la commune et cela renforce les liens.

Vous avez précédemment mentionné l'importance des entreprises de construction navale pour Rostock – et pour les villes jumelées. Pourriez-vous nous donner quelques explications à ce sujet?

Dans les décennies d'après-guerre, le port de Rostock était, comme je l'ai déjà mentionné, ouvert que dans un sens. Suite à la Réunification de 1989/1990, nous avons procédé à une invitation, à une importante rencontre de grands voiliers à Rostock en 1991. A cette rencontre dénommée *Hanse Sail*, nous avons accueilli plus de 100 voiliers traditionnels – outre un certain nombre de bateaux à vapeur faisant partie du patrimoine culturel mondial – venus de 13 nations. Ce qui nous a plu, c'était de pouvoir dire: nous vous avons invités la première fois. Si vous nous invitez, nous viendrons également. Nous venons aussi avec des navires et nous venons en personne. Pendant quarante ans, c'est resté une phrase creuse quand quelqu'un de Danemark ou de Hollande nous a invité.

D'où viennent aujourd'hui les navires à la Hanse Sail?

Des Etats-Unis, de Suède, d'Angleterre, de Hollande, d'Espagne. La *Hanse Sail* est devenue une tradition annuelle. Ces navires sont des stars courtisées, ils sont un régal pour les yeux. Vous devez absolument visiter ce spectacle. Il faut l'avoir vu: lorsque ces bateaux appa-

raissent à l'horizon, les cogues de la Hanse [«Hanse-Kogge»] apparaissent aussi régulièrement. Devant les coulisses de la vieille ville avec ces sept cogues, on a effectivement le sentiment d'être transporté dans une autre époque. Cet événement se déroule chaque année pendant le deuxième week-end d'août.

Y a-t-il également des bateaux de Russie?

La Russie possède les plus grands voiliers traditionnels du monde. Ces derniers sont les véritables vedettes de chaque régate – ce sont des navires allemands livrés à l'Union soviétique en guise de réparations après la Seconde Guerre mondiale. Ces voiliers sont aujourd'hui encore les stars de notre *Hanse Sail*. Nous les courtisons tout au long de l'année et nous avons également offert à ces navires un foyer pendant de nombreuses années, par exemple dans les années 90, où la situation était en déclin en Russie. Ces navires faisaient autrefois la fierté de la navigation soviétique, ces «cygnes blancs», mais à cette époque, ils étaient dans un état pitoyable.

Auparavant, les équipages avaient l'habitude de se promener dans les villes en uniformes bien repassés et en costumes blancs de marin. Ils représentaient ainsi la puissance navale de l'Union soviétique de l'époque. Après 1991, tout cela se trouvait dans un état délabré. Nous nous sommes occupés de ces bateaux. Dans les années 1990, nous les avons hibernés, dans le vrai sens du terme.

Avec toute l'équipage?

Oui. Et tout naturellement, nous avons ainsi construit des liens d'amitié et de solidarité, de sorte que ces matelots se sentent très à l'aise chez nous et on nous envie pour cela. Voilà, c'est une partie de notre histoire. Ils aiment revenir, ils répondent aussitôt quand nous les invitons et avons besoin d'eux. Il ne faut pas oublier que ces marins ont des projets de navigation exigeants, ils se trouvent en cours de formation, à l'école nautique de Kaliningrad ou à Rostock même. Nous disons, par exemple: ce serait magnifique, si vous pouviez participer à la *Journée de la Russie*, le 17 octobre. Donc, l'école de navigation a aussitôt adapté son plan de trajet pour se trouver à Rostock le 17 octobre où ils ont «formé le décor» pour les 850 participants lors de la 3^e Journée de la Russie.

Ah oui, cette 3^e Journée de la Russie a eu lieu tout récemment à Rostock.

La Journée de la Russie est une initiative du gouvernement du Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale, réalisée pour la première fois il y a quatre ans, en 2014. Cette année-là, il y avait quelques représentants du ministère allemand des Affaires étrangères – au début très sceptiques. C'était l'époque où le conflit en Ukraine mettait à rude épreuve les relations entre l'Allemagne, l'Europe occidentale, l'OTAN et la Russie. Mais alors que de nombreux politiciens se sont bornés à parler de la nécessité de ne pas interrompre le contact, nous l'avons réellement maintenu. Nous avons continué à développer nos liens et cela nous a permis d'organiser la 3^e Journée de la Russie, cette année, avec 850 participants, donc encore davantage que les années précédentes. A cette occasion, dix accords ont été conclus entre des entrepreneurs et diverses institutions soulignant que rien ne fonctionnerait sans la Russie. Nous ne saurions façonner l'Europe et notre avenir sans la Russie.

Il s'agit de jouer un rôle actif et c'est la raison pour laquelle nous nous engageons. La région partenaire pour le Mecklembourg-Poméranie occidentale est l'oblast de Leningrad, donc la circonscription de Saint-Pétersbourg. Cependant elle s'appelle toujours «oblast de Leningrad». Là aussi, on assiste à des réalisations culturelles de tout premier plan. Nous avons invité à Rostock le *Taurida State Symphony Orchestra* de l'oblast de Leningrad. Cet orchestre a encadré la Journée de la Russie. Nous avons également réalisé une exposition d'art d'avant-garde dans une nouvelle salle d'exposition construite cette année à Rostock



Roland Methling (sans appartenance politique) est né à Tessin dans la circonscription Rostock-Land (RDA). En 1972, il a terminé ses études avec le diplôme d'ingénieur à l'Université de Rostock. Dès 1978, il travaille au port maritime de Rostock dans diverses fonctions. En 1990, il entre dans l'administration de la ville. Il y dirige,

entre autres activités, la rencontre internationale des voiliers traditionnels «Hanse Sail». Depuis 2005, il est bourgmestre de Rostock. Il a été élu deux fois au premier tour. Dans cette fonction, il a réussi, avec l'aide du land Mecklembourg-Poméranie occidentale, à réduire à zéro les anciennes dettes de 230 millions d'euros. Suite à cela, la ville la plus grande et puissante au niveau économique de Mecklembourg-Poméranie occidentale a entièrement retrouvé sa capacité financière.

«Children Accuse – Children-Victims of Nato Aggression against FR Yugoslavia»

par Barbara Hug



La guerre de l'OTAN contre un petit pays des Balkans connaîtra bientôt son vingtième anniversaire. A la fin des années 1990, à l'époque où la Yougoslavie était déjà morcelée, la Serbie et le Kosovo-et-Métochie ont subi une «guerre-éclair» comme Hitler ne l'aurait pas mieux faite: Novi Sad, Belgrade, la Serbie du Sud et le Kosovo ont été couverts d'un tapis de bombes à fragmentation et de mini-nukes, laissant dans leur sillage, jusqu'à nos jours, des traces atroces de destructions, de maladie et de mort.

La *Commission de la République fédérale de Yougoslavie pour la détermination des crimes contre l'humanité et contre le droit international* présente dans une publication le sort des enfants impitoyablement soumis à d'énormes souffrances et à la mort. L'auteur est *Margit Savovic*, à l'époque ministre pour les Droits de l'homme du gouvernement yougoslave. A peine quelques centaines d'exemplaires furent imprimés, bien qu'ils contiennent des informations majeures pour la compréhension de l'ampleur des attaques perpétrées contre la population civile d'avril et mai 1999.

THE CRIME WHICH NOT BE FORGIVEN	
LIST OF CHILDREN KILLED IN NATO AGRSSION	5
ALEKSINAC	9
ARILJE	17
BELGRADE	31
VALJEVO	39
VARVARIN	81
VUKOVAR	87
VUKOVAR	103
VLAĐIČIN HAN	133
GRDELICA	141
DIJAKOVICA	157
KAČANIK	175
KOSOVSKA VITINA	187
KRALJEVO	217
KURŠUMLIJA	223
LIFLIAN	235
LUŽANI	235
LUŽANI	251
MURINO	267
NIS	285
NOVI PAZAR	301
NOVI SAD	317
ORAOVAC	331
PEĆ	343
PRIZREN	355
PRISHTINA	393
RALJA	399
ROŽAJ	429
SJENICA	437
SMEDEREVO	445
SURDULICA	455
ČAČAK	477
ŽIBICE	484

Table des matières du livre

Dans les champs, lors des récoltes ou lors du travail avec le bétail, en jouant dans la grange, en voyageant en autobus, à l'école ou lors de la visite dominicale chez des proches, la mort fut impitoyable. Les enfants, les parents ou les grands-parents furent tous des victimes civiles.

Des armes de précision ont frappé le tracteur, sur lequel était souvent assise toute une famille. Les cratères prouvent la puissance des bombes. Qui donc connaît les villages et les contrées où tout cela s'est produit. Cela mérite de l'attention et de prendre en mains une carte géographique pour localiser les emplacements.

Les témoignages récoltés par la police régionale illustrent les circonstances des drames mortels, la nature des lésions; nous voyons des corps avec des têtes arrachées, des corps carbonisés, documentés dans les hôpitaux, il y a les rapports d'autopsie, la destruction des immeubles d'habitation; les photographies complètent les témoignages des survivants.

Branislava Pavlovics de Ralja, ayant perdu mari et enfants, a fait la déposition suivante (traduite en français):

Having been abducted and warned that he is obliged to tell the truth the witness gave the following statement:

Before NATO aggression I lived in Belgrade with my husband and two underage children on 241 Ralja Gagarina Street. I was an employee of ITM factory, more precisely I was working in crane production section on technical preparation as mechanical engineer. My husband and I had a summer house in Ralja, with the estate of 70a, which my husband cleared 8-10 to father.

From the beginning of NATO aggression we had to hide in basements - our apartment did not have a shelter. The basements were deep, the atmosphere was tense, the danger warning sirens sounded too often, so we used to go to Ralja often to have a break - there were no sirens there, the atmosphere was relaxed. My husband and I thought it would be much better for the children to be there than in the town. From the beginning of NATO aggression till the bombardment of Ralja we went there 7 times - we would go to our summer house on Friday and come back on Monday.

I do not remember the bombardment, I cannot remember what happened that day. Even when I woke up in the hospital I did not know why I was there, but nobody - relatives, physicians - was strong enough to tell me what had happened. I could later to reconstruct anything in connection with this day. I could only remember that whenever we went to Ralja we would have dinner together, that I would look after the children, and that all of us would go to sleep together. We would lie in the same bed, we did not sleep that way, and I thought that was the best for the children. That was all I could remember in connection with the event.

Later still I find out from my relatives that the bombardment happened in the night of May 26/27, 1999 around 23:30, when our summer cottage was directly hit by a bomb. Surely there were no soldiers in our house. They told me that my underage children Stefan, aged 7, and Dajana, aged 5, got killed, and that my husband had been pulled out of the room together with me, that he was had been taken to hospital, and that he had died 7 days after this event.

(Professior Branislava's signature)

«Avant l'attaque de l'OTAN, je vivais à Belgrade avec mon mari et mes deux enfants mineurs au 241 rue de Jurija-Gagarina. J'étais employée dans une fabrique ITM, plus précisément dans le département de production pour la préparation technique en tant qu'in-

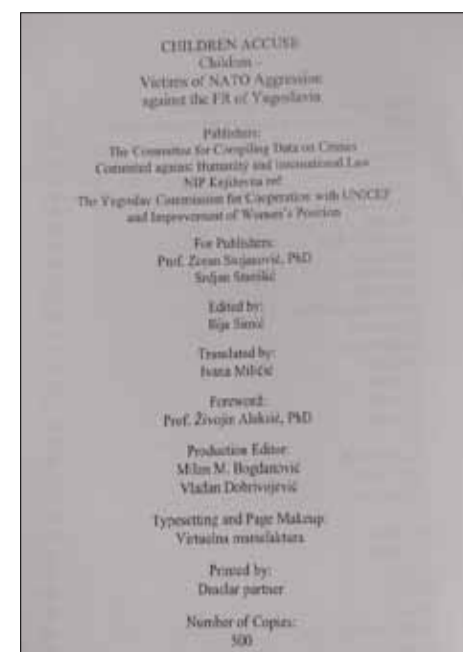
génieur en mécanique. Mon mari et moi avions une résidence d'été à Ralja, un terrain de 70 ares hérité de son père par mon mari.

Dès le début des bombardements de l'OTAN, nous avons dû nous cacher au sous-sol, notre immeuble n'avait pas d'abri. Les souterrains étaient humides, l'ambiance tendue, les sirènes qui nous avertissaient du danger retentissaient trop souvent. Nous allions donc souvent à Ralja pour faire une pause. Là-bas, il n'y avait pas de sirènes, l'atmosphère était détendue. Mon mari et moi pensions qu'il serait beaucoup mieux pour les enfants d'être là-bas au lieu d'être en ville. Entre le début des attaques de l'OTAN et les bombardements de Ralja, nous avons fait trois fois le trajet. Nous allions le vendredi à notre résidence d'été et rentrerions le lundi.

Je ne me rappelle plus du bombardement, je ne me souviens plus de ce qui s'est passé ce jour-là. Même lorsque je me suis réveillée à l'hôpital, je ne savais pas pourquoi j'étais là. Personne, ni les autres membres de la famille ni les médecins n'étaient suffisamment forts pour me parler de ce qui s'était passé. Plus tard, j'ai tenté de me rappeler de ce qui s'était passé ce jour-là. J'arrivais à me souvenir que chaque fois que nous allions à Ralja, nous soupions ensemble, puis je baignais les enfants, et nous allions tous ensemble au lit. Nous nous couchions tous ensemble dans le même lit. Ainsi nous nous sentions plus en sécurité, et je pensais que c'était la meilleure chose pour les enfants. C'est tout ce dont je me souviens en lien avec ce bombardement.

Plus tard j'apprends de ma famille, que les raids ont eu lieu dans la nuit du 26 au 27 mai 1999, à environ 23:30 heures et que notre maison d'été avait été atteinte par une bombe. Il n'y avait très certainement pas de soldats dans notre maison. Les autres membres de la famille m'ont raconté que mes deux enfants Stefan, sept ans, et Dajana, cinq ans, avaient été tués et que mon mari et moi avaient été extraits des décombres. On l'avait emmené à l'hôpital puis il est mort sept jours après le bombardement.»

Le comité yougoslave d'UNICEF a rassemblé ces documents – mais ils ne devaient pas être publiés. Les 500 exemplaires imprimés



disparurent, et c'est uniquement grâce à Margit Savovic qu'une copie de ces documents est à notre disposition. La mort d'un enfant détruit aussi la vie des parents et de toute la famille. Chaque moment, les parents vivent avec leurs enfants et pour leurs enfants. Les liens psychiques sont si étroits et uniques que les parents meurent pour ainsi dire avec leurs enfants. Qui peut concevoir cette souffrance et cette injustice engendrées par la «guerre éclair»?

Entre-temps, le taux de cancer augmente continuellement en Serbie et au Kosovo, suite aux munitions utilisées. La guerre de 1999 était également une phase d'essais pour de nouvelles armes. Personne ne se sent responsable, personne ne veut en assumer la responsabilité. Mais, nous tous sommes appelés à en prendre connaissance.

Savovic, Margit. *Children Accuse – Children-Victims of Nato Aggression against FR Yugoslavia*. Editeurs: Yugoslav Commission for the cooperation with Unicef, (version anglaise) Belgrade 2002, 490 p., ISBN 86-7552-013-1

On peut se procurer cette publication sous forme de fichier numérique, en moyennant une contribution aux frais, auprès de b.hug@thurweb.ch.

(Traduction Horizons et débats)

«La ville de Rostock, exemple ...»

suite de la page 6

en honneur à notre 800^e anniversaire. Nous l'avons inaugurée avec une exposition russe. Voilà donc un autre symbole, un petit geste.

Nous aimerions revenir à l'histoire récente. Quelle importance la ville de Rostock avait-elle au temps de la RDA?

Rostock a toujours été un lieu très exposé pour la RDA de l'époque. Il s'agissait d'obtenir une reconnaissance internationale en tant qu'Etat. Jusqu'en 1975, Rostock a organisé la *Ostseewoche*, un festival international organisé chaque année de 1958 à 1975. Elle se déroulait généralement début juillet dans la circonscription de Rostock et avait pour devise: «La mer Baltique doit être une mer de la paix».

La *Ostseewoche* avait à l'époque «sept sœurs»: le Danemark, l'Allemagne occidentale, la Suède, la Finlande, la Russie, la Pologne et la RDA. N'oublions pas ces paroles: «La mer Baltique doit être une mer de la paix». Cette devise n'a rien perdu de son actualité. Depuis 75 ans, la mer Baltique a pu être préservée en tant que mer de la paix. Il faut continuer sur cette voie.

En 1975, lors de la *Conférence d'Helsinki* de la CSCE, l'Est et l'Ouest ont décidé ensemble de réduire, dans une certaine mesure, leurs activités réciproques de propagande. Par conséquent, il n'y eut plus de *Ostseewoche* en tant qu'événement reliant peuples, car à l'Est comme à l'Ouest, elle était considérée comme un événement de propagande. Au lieu de cela, il y eut des festivals d'été. La Kunsthalle mentionnée fut construite en 1968, à l'occasion du 750^e anniversaire de la ville, mais également en vue de la *Ostseewoche*, en tant que site culturel recevant la Biennale des pays de la mer Baltique. Depuis la fin des années 1970, on y

«La confiance et la vérité sont des valeurs fondamentales pour notre vie commune. Elles incluent la connaissance de notre histoire, y compris la connaissance des événements de l'histoire engendrant, aujourd'hui encore, de la méfiance mutuelle.»

organise une exposition de culture d'avant-garde venant des sept pays mentionnés plus haut. Cet événement se poursuit jusqu'à nos jours. La construction d'une salle supplémentaire fut donc assez symbolique. Nous nous consacrons également à l'art de toute la région de la mer Baltique. En collaboration avec l'Université de Rostock, nous nous sommes également spécialisés sur l'art d'Europe orientale en tant que centre de recherches scientifiques sur l'art du réalisme socialiste, donc un élément important de la culture de l'Europe orientale. Elle fait également partie de la culture européenne, une culture plus que millénaire. Mais beaucoup associent avec l'Europe de l'Est toujours et encore un art à caractère essentiellement communiste.

En vous écoutant, on constate votre amour pour votre ville. Ici, à Volgograd, vous l'avez représenté. Comment pourrait-on renforcer la prise de conscience de la grande importance des jumelages?

J'aimerais revenir sur ce que je viens de dire et qui me tient à cœur: l'amitié développée à l'aide des voiliers a donné naissance à l'idée et maintenant au souhait de la partie russe de célébrer à Rostock le 100^e anniversaire du *Sedov* – c'est une barque russe à quatre mâts construite à Kiel en 1921 et actuellement en service comme voilier pour l'enseignement. Nous essayons naturellement d'offrir un cadeau au *Sedov*, c'est-à-dire de contribuer un peu à ce que ce navire puisse continuer de naviguer sur les océans du monde entier,

comme ambassadeur, pendant un siècle supplémentaire.

Et peut-être qu'une histoire explique l'importance des jumelages ou de l'internationalité. J'ai grandi en RDA, mais ce que je pense n'a rien à voir avec l'éducation communiste, mais plutôt avec une attitude humaniste fondamentale: sur cette petite planète, nous faisons tous partie de la même communauté.

Nous ne pouvons vivre en paix que si la paix règne partout au monde. En réalité, on ne peut bien vivre en Europe que si les autres quelque 8 milliards d'êtres humains peuplant notre planète peuvent également vivre en paix, en liberté et en dignité. Je pense que c'est un défi. Nous devons faire en sorte qu'au cours des trente ou quarante prochaines années, ces conditions de vie respectant la dignité humaine puissent se développer partout au monde. C'est ainsi que j'ai grandi, et c'est mon attitude de base: nous constituons tous la famille humaine.

La confiance et la vérité sont des valeurs fondamentales pour notre vie commune. Elles incluent la connaissance de notre histoire, y compris la connaissance des événements de l'histoire engendrant, aujourd'hui encore, de la méfiance mutuelle. Nous devons œuvrer contre les méfiances très actuelles existant encore à l'égard de la Russie – mais aussi dans le sens inverse. La Russie est le plus grand pays du monde, mais à plusieurs reprises, il a fait l'expérience, sur son propre sol de guerres déclenchées par d'autres nations.

C'est pourquoi Volgograd, l'ancien Stalingrad, est un endroit très spécial. Quiconque veut se faire de l'extérieur une opinion sur la politique russe, les décisions russes, le comportement russe, même actuellement, devrait d'abord se rendre à Volgograd. Il devrait s'intéresser un peu à l'histoire. Cela l'aiderait à mieux comprendre que la Russie agit, tout naturellement, dans son propre intérêt, basée sur ses propres expériences historiques. Mais j'ai l'impression que cet intérêt vise toujours à avoir des conditions d'égal à égal dans le monde entier. Cela suppose la reconnaissance de la Russie dans un tel monde.

Pour revenir à votre question: les jumelages sont une tâche à dimension internationale. Puisqu'il s'agit d'un travail bénévole, puisque la plupart des villes allemandes sont endettées, ce travail est souvent renvoyé à plus tard. Même si les maires et, bien sûr, les habitants des villes s'engagent pour ce travail international, il n'atteint pas l'importance qu'il mérite, car nos tâches et devoirs quotidiens sont de fournir suffisamment de places dans les écoles maternelles, d'organiser l'école obligatoire, d'entretenir les rues et de garantir le fonctionnement de nos tâches sociales.

Comment y remédier?

En septembre a eu lieu à Berlin la conférence finale de l'Année des jumelages. On y a constaté qu'au cours de l'année passée, il y a eu plus d'un millier d'activités entre les communautés allemandes et russes. Ce sont des occasions de se rencontrer sur un pied d'égalité et de surmonter les réticences, mais aussi de créer ensemble une partie d'un monde multipolaire. Cela donne de l'espoir et une orientation positive.

Merci beaucoup de cet entretien. Puisse votre travail important continuer à vous offrir beaucoup de satisfaction et de succès!

«Message autrichien de paix adressé au monde»

A propos de l'exposition nationale «200 ans Douce nuit, sainte nuit!»

par Urs Knoblauch, journaliste du domaine culturel, Fruthwilen TG

Le chant de Noël «Douce nuit, sainte nuit!», chanté dans le monde entier dans de nombreuses langues, fête son 200^e anniversaire.

Un chant d'espoir pour la paix en temps douloureux

Il a été créé dans des périodes historiques douloureuses. Au cours des guerres napoléoniennes, les habitants de l'Autriche et de la Bavière ont souffert pendant plus de 20 ans. Des troupes françaises occupèrent le pays, la pauvreté et les crimes violents relevèrent du quotidien en Autriche au début du XIX^e siècle. Le Congrès de Vienne (1814-1815) établit, après la défaite de Napoléon, un nouvel ordre en Europe, qui concerna également Salzbourg, le Tyrol et la Haute-Autriche. Suite à des changements dans les rapports de forces, Salzbourg n'appartenait, dès 1816, plus à la Bavière mais à l'Empire autrichien. Dans cette situation de bouleversement historique, la justice et la paix devait contribuer à lier les gens et les pays dans une compréhension mutuelle.

Jusqu'au 3 février 2019, l'Autriche fête le 200^e anniversaire de ce beau chant ainsi que l'histoire de son origine et de son impact dans neuf localités et musées au moyen d'expositions et de manifestations méritant une visite. En outre, est paru une publication de science musicale richement illustrée «Stille Nacht. Das Buch zum Lied» par Thomas Hochradner et Michael Neureiter (Ed.) (ISBN 978-3-7025-0865-4). L'association «Stille-Nacht-Gesellschaft» qui édite le «Stille-Nacht-Wegbegleiter» [livre d'accompagnement] a été particulièrement active.

C'est la première exposition nationale décentralisée à Salzburg, Oberndorf, Arnsdorf, Hallein, Hintersee, Wagrain, Mariapfarr, Hochbourg-Ach et Fügen dans la vallée du Ziller. La plupart de ces endroits invitent les visiteurs à visiter un «Stille-Nacht-Museum», à se promener sur un chemin de la paix créé pour l'exposition ou à visiter une exposition spéciale dans le Musée de Salzburg «Neue Residenz», conçue thématiquement selon les six strophes du chant. Lors d'un colloque international à St-Virgil, le chef du gouvernement Wilfried Haslauer rappela l'engagement de Salzbourg comme «Messager de l'idée de la paix». Selon la devise «Culture(s) de la paix», le colloque a traité de nombreux aspects des «200 ans de message de paix liant les peuples». Le livre «Stille Nacht 200. Geschichte. Botschaft. Gegenwart.» a été publié pour accompagner l'exposition.

Chant de Noël et de paix classé par l'Unesco comme patrimoine culturel immatériel

Toutes ces activités réjouissantes illustrent la relation étroite entre les gens de nos contrées



Franz Xaver Gruber composant à Arnsdorf avec Joseph Mohr, lithographie colorisée de Franz Kulstrunk, vers 1920 (Edition Tirol). (Illustration du livre d'accompagnement)

et ce chant de Noël annonçant la naissance du Christ. Mais ce n'est pas tout: ce chant est également chanté dans le monde entier au-delà des frontières religieuses et culturelles. Jusqu'à ce jour, il a été traduit en 300 langues, interprété au niveau artistique de multiples façons et demeure depuis 2011 inscrit sur la liste du Patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. Dans le cadre de l'exposition nationale et du «message autrichien de paix au monde», ce ne sont pas uniquement les créateurs avec leur biographie qui constituent l'intérêt central mais également de merveilleux paysages culturels, des localités et des musées. Le texte de ce cantique, à l'origine un poème en six strophes et intitulé «Douce nuit, sainte nuit!», fut rédigé en 1816 par le prêtre salzbourgeois Joseph Mohr et deux ans plus tard transcrit en musique par l'enseignant de la Haute-Autriche Franz Xaver Gruber. Il composa la mélodie profondément touchante en D-majeur pour deux voix avec un accompagnement à la guitare. Il a été chanté le 24 décembre 1818 pour la première fois à la fin de la messe de Noël par Mohr et Gruber. Ce chant fit alors le tour du monde.

Aperçus de la biographie de ces deux auteurs

A différents endroits, les visiteurs prennent connaissance de la biographie des deux artistes. «Joseph Mohr naquit le 11 décembre 1792, comme enfant illégitime à Salzbourg et fut baptisé dans la cathédrale de cette ville. Un vicaire de la cathédrale», selon l'introduction du texte se rapportant à l'exposition, «reconnut les aptitudes de ce jeune homme et l'aida à devenir prêtre. Il prit ses premières fonctions à Mariapfarr, où il rédigea le texte de la chanson en 1816. En 1817, il s'établit à Oberndorf,

où il rencontra Franz Xaver Gruber et la coopération fructueuse commença. Ainsi, lors de la nuit de Noël 1818 retentit ce chant pour la première fois dans l'Eglise St-Nikola.» Dans le musée de Salzbourg et dans le Stille-Nacht-Museum d'Oberndorf, les visiteurs peuvent obtenir un aperçu de l'œuvre de ces deux personnalités, de l'origine du chant et du message de paix contenu ainsi que de sa diffusion dans le monde. Dans le Stille-Nacht-Museum à Hallein, on rencontre, lors de promenades à thèmes et de la visite du musée, le compositeur Franz Xaver Gruber. «Avec sa famille, il résida de 1835 à 1863 dans cette ville saline où il œuvrait comme chef de chorale, organiste de l'Eglise paroissiale et administrateur de la fondation». Il y composa, outre le chant de Noël, plus de 90 messes. «Le «tableau des chants de Hallein de 1849» créé avec son fils Franz existe encore aujourd'hui.» Gruber mourut en 1863 et trouva à Hallein sa dernière demeure. La maison commémorative de F. X. Gruber à Hochbourg-Ach, avec un chemin de la paix nouvellement réaménagé conduisant à Oberndorf, transporte les visiteurs dans la vie de Franz Xaver Gruber, fils d'une petite famille paysanne de tisserands.

Dans le musée d'Arnsdorf, on apprend encore davantage sur le compositeur: «De 1807 à 1829, Gruber était enseignant, sacristain, organiste à Arnsdorf. C'était le premier emploi du jeune enseignant, qui peu après son entrée en service épousa la veuve de son prédécesseur.» La localité possède l'école la plus ancienne d'Autriche encore en service. C'est ici que Gruber a probablement composé la mélodie. La salle de classe traditionnelle incite à réfléchir sur le fonctionnement de l'école au début du XIX^e siècle

avec Franz Xaver Gruber comme instituteur. A cette époque, on apprenait avec les moyens les plus simples, des grandes classes et sans pédagogie professionnalisée si bien, qu'un travail de reconstruction admirable devenait possible dans tous les domaines.

Mariapfarr est un lieu de pèlerinage célèbre également doté d'un Stille-Nacht-Museum, réaménagé à l'occasion du jubilé et devant rappeler l'apogée du pèlerinage. L'idée des pèlerinages religieux est de trouver la paix intérieure, le recueillement et l'orientation. Ici le jeune prêtre Joseph Mohr conçut le texte du chant de Noël, c'est également le lieu de naissance de son père et le premier poste de Mohr. En 1827, il déménagea à Hintersee, le village comptait à cette époque seulement 272 habitants. Le poste de prêtre était financièrement très mal doté, «toutefois, il essaya d'assister les pauvres. Selon certaines sources, il aurait donné du bois de chauffage de la paroisse ou acheter de la viande à des braconniers pour l'offrir. De plus, il s'occupait beaucoup de l'instruction scolaire des enfants.» Un exemple impressionnant de la manière dont l'Eglise construisait des écoles, des hôpitaux et des établissements sociaux. Après son déménagement en 1837 à Wagrain, Mohr s'occupa, là-bas aussi, jusqu'à sa mort en 1848 «de l'Eglise, de l'assistance aux pauvres et du système scolaire. Grâce à son initiative, Wagrain a pu construire un établissement scolaire. Le musée se trouve au «Pflegerschlössl», où les visiteurs peuvent écouter la mélodie du chant dans de nombreuses langues et diverses instrumentalisations et peuvent apprendre à connaître des repas de Noël du monde entier.

Dans le château de Fügen au Tyrol, on a trouvé les notes de ce cantique dans le bagage du facteur d'orgues Carl Mauracher, qui se trouvait sur la route de la vallée du Ziller. Selon des sources orales, Douce nuit, sainte nuit! aurait déjà été chanté en 1819 et trois ans plus tard à l'occasion de la visite de l'Empereur Franz Josef I et du Tsar Alexandre I de Russie au château du Conte Dönhoff. «Ce sont en tout cas des négociants itinérants du Tyrol, des comédiens, des danseurs et des familles de chanteurs – avant tout de la vallée du Ziller –, qui ont transporté ce chant et d'autres ainsi que la culture alpestre aux Etats-Unis et jusqu'à Saint-Petersbourg.» L'exposition spéciale du château présente dans plus de 30 pièces la diffusion mondiale de ce chant. Cette initiative de paix culturelle de l'Autriche est extrêmement méritoire, elle montre l'aspiration à la paix et à la contribution culturelle variée des êtres humains. Il serait grandement souhaitable que le message de paix musical retentisse, cette année aussi, tout autour du globe.

Pour de plus amples informations: www.landesausstellung2018.at, stillenacht@salzburg.gv.at, www.stillenacht.at

La création d'une coopérative assure l'avenir de la bibliothèque Peter-Sodann



hd. Le 17 novembre 2018 à Staucha, en Saxe, a eu lieu une fête pour la création de la coopérative «Peter Sodann Bibliothek eG – wider dem Vergehen».

Peter Sodann – dont beaucoup se souviennent de son rôle de «commissaire de police de la ville de Leipzig» dans la série «Tatort» – a créé avec cette coopérative le cadre pour sauver sa collection de littérature de la RDA de 1945-1990, l'œuvre de sa vie, pour la transmettre aux prochaines générations. Lorsqu'en 1989, les livres édités en RDA devaient être mis au rebut par camions entiers, il fut scandalisé: «Vous jetez votre histoire à la poubelle» – et demanda que les livres ne soient pas détruits, mais stockés. Au

cours des années, il a obtenu un grand soutien (cf. Horizons et débats n° 14 du 1^{er} juin 2015). Entre-temps, Peter Sodann a plus de 2,5 millions de livres dans sa bibliothèque.

Cette année, au Salon du Livre de Leipzig du 21 au 24 mars 2019, Peter Sodann et Dietmar Berger, président du conseil d'administration, présenteront leur nouvelle coopérative, dans le cadre d'une conférence intitulée «Bibliothèque de Peter Sodann – la littérature de l'Allemagne de l'Est de 1945 à 1990» organisée par la coopérative Zeit-Fragen.

Lors de sa création, la coopérative a publié le communiqué de presse suivant:

Le 17 novembre 2018, 46 personnes intéressées se sont réunies à Staucha au siège de la Bibliothèque Peter-Sodann et ont fondé la «Peter-Sodann-Bibliothek eG – wider dem Vergehen».

L'objectif de cette coopérative, unique en Allemagne, est de continuer à collecter et sauvegarder la littérature publiée en Allemagne de l'Est après la Seconde Guerre mondiale et de la rendre accessible aux générations futures. Par leur adhésion, les membres de la coopérative veulent, sans nostalgie, redonner sa dignité à la littérature de la RDA, jetée sur

des décharges ou incinérée dans les fours des centrales électriques en 1990.

En outre, la coopérative souhaite poursuivre l'œuvre de Peter Sodann et de son épouse. Peter Sodann a été presque le seul dans l'ancienne RDA à reconnaître et à s'opposer par son initiative à l'iniquité naissante envers tous les produits imprimés en RDA comme étant l'un des actes le moins civilisés depuis la réunification de l'Allemagne.

L'assemblée constitutive a adopté les statuts de la coopérative et élu les instances. Dietmar Berger, de Chemnitz, a été élu président du Conseil d'administration; Peter Sodann en tant que vice-président continuera à contribuer aux travaux de la bibliothèque coopérative. Les deux autres membres élus du comité sont Bernd Pawlowski, Otterwisch, et Klaus Lehmann, Radeberg.

Contact: Dietmar Berger, +49 172 727 98 31 70

Un beau cadeau de Noël

Un abonnement-cadeau à Horizons et débats

- pour 12 mois au prix de 168.– frs / 108.– €
- pour 6 mois au prix de 89.– frs / 58.– €

Données nécessaires:

- Nom, adresse postale et téléphone de l'expéditeur
- Nom et adresse postale du bénéficiaire
- Choix de l'abonnement-cadeau (6 ou 12 mois)

Notre secrétariat s'occupe volontiers de votre commande:

abo@zeit-fragen.ch / +41 44 350 65 50 ou
Genossenschaft Zeit-Fragen, Case postale, CH-8044 Zurich

